

Au CLAIR de la lutte

Bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA

pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire
(fondée sur le programme historique de la IVe Internationale)
N°20, mars 2014 — 1 € (soutien : 2 €)



► **18 mars et 12 avril**

Lutte de classe



► **Mory-Ducros :
l'horreur capitaliste**

NPA



► **Combattre
l'extrême droite**

International



- **Ukraine**
- **Centrafrique**
- **Italie**



► **Notre-Dame-Des-Landes**

Tou-te-s dans la rue le 18 mars et le 12 avril contre le pacte de responsabilité, contre le gouvernement, pour les revendications



Sur fond de rumeur de remaniement, le gouvernement s'enfonçe dans une impopularité historique. Selon un récent sondage¹, 11% des ouvriers et des employés font confiance à Hollande. Ce personnage suscite le dégoût, et il apparaît pour ce qu'il est : un technocrate falot qui sert, de façon obscène, les intérêts du patronat. Alors que les directions syndicales sont engluées dans le dialogue social, que le PCF va à la soupe avec le PS aux municipales,

que l'UMP se roule dans la fange, un boulevard s'offre au FN. Sa dénonciation de l'UMPS et de l'Union européenne fait mouche. Il est aujourd'hui plus que temps de populariser une alternative anticapitaliste concrète et de préparer une contre-offensive à la hauteur des attaques. Cela nécessite de ne pas se placer à la remorque idéologique et politique du Front de gauche et des directions syndicales, mais de prendre des initiatives pour rassembler les tra-

vailleurs qui veulent en découdre, en dressant la perspective de la grève générale et du renversement du système capitaliste.

**18 mars : journée d'action
pour peser sur le pacte de
responsabilité ou le
combattre ?**

Hollande avait déjà fait un énorme cadeau au patronat : 20 milliards par an au titre du « crédit d'impôts compétitivité » (CICE).

1. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=7590>

Il a décidé le 1er janvier d'aller encore plus loin, en proposant un « pacte de responsabilité » de 30 à 35 milliards de diminution de « charges » des entreprises (soit 10 à 15 milliards de cadeaux supplémentaires dès 2015). Face à cette attaque historique, les bureaucrates syndicaux ont d'emblée trahi les intérêts de la classe qu'ils sont censés défendre : le 14 janvier, la CFDT, la CGT, la FSU et l'UNSA ont signé une déclaration commune acceptant de discuter « dans le cadre du pacte de responsabilité »². Il n'était ainsi pas question de mobiliser pour obtenir le retrait du pacte, mais pour négocier les « contreparties ». Très rapidement, le patronat a mis les points sur les « i » : il n'y aura aucun engagement chiffré de création d'emplois. Cela n'a d'ailleurs aucun sens, puisque les patrons embauchent... quand ils ont intérêt à le faire ! Il est également clair que le gouvernement n'imposera rien de contraignant au patronat, et que l'histoire des « contreparties » relève de l'enfumage pur et simple.

Mais les choses n'en sont heureusement pas restées là. Les fédérations syndicales de la Sécurité ont lancé un appel à mobilisation pour le 18 mars, repris ensuite par la confédération FO qui a appelé à une journée nationale de grève contre le pacte. Puis une déclaration commune CGT-FO-FSU-Solidaires³ a appelé à une journée de mobilisation le 18 mars. L'objectif fixé n'est pas le retrait du pacte, mais de peser dans les négociations et de remettre en place la logique de l'austérité. Pour les bureaucrates, il s'agit d'une journée d'action isolée qui ne s'inscrit pas dans un plan d'ensemble.

Et pourtant, la nécessité d'engager vraiment le combat est ur-

gente. Un « relevé de conclusion »⁴ honteux a été approuvé conjointement par le patronat (MEDEF, CGPME, UPA), la CFDT, CFTC et CGC. Ces organisations « syndicales » avalisent le discours patronal sur la nécessité de restaurer les profits, et donc de baisser les salaires ! Le texte (très court) n'oublie pas de mentionner « la prise en compte de l'exercice de responsabilités syndicales dans le parcours professionnel des salariés » : c'est la logique « gagnant-gagnant »... entre patrons et bureaucrates syndicaux !

Nous devons nous saisir de la journée du 18 mars pour organiser des réunions et convaincre les collègues d'aller manifester contre le pacte de responsabilité et porter les discussions sur les revendications et les moyens de créer un rapport de force pour faire reculer le gouvernement :

- Retrait du pacte de responsabilité ! Il n'est pas amendable : rupture des « concertations » !
- Abrogation du Crédit d'impôt compétitivité !
- Abrogation des 30 milliards d'exonérations de cotisations sociales ;
- Annulation des 50 milliards de coupes dans les dépenses publiques prévues entre 2015 et 2017 ;
- Refus de tous les licenciements ! Nationalisation-expropriation, sous contrôle des travailleurs, des entreprises qui licencient !

Pour imposer ces revendications, une simple journée de grève ne suffira pas. Il faut construire un mouvement d'ensemble culminant

dans la grève générale, paralysant l'économie et obligeant le patronat et son gouvernement à reculer. Il faudra pour cela faire sauter le verrou des bureaucraties syndicales qui font tout pour empêcher cette confrontation avec le gouvernement. D'où la nécessité de tout tenter pour :

- construire, à l'intérieur des syndicats, un courant intersyndical lutte de classe organisé face aux bureaucrates ;
- créer partout où cela est possible des pôles ou comités locaux de lutte qui reprennent à leur compte une opposition frontale au gouvernement sur la base de revendications précises

12 avril : Front politique à gauche de la gauche OU front unique contre le gouvernement ?

Fin janvier, Olivier Besancenot lançait l'idée d'organiser un « week-end de révolte de gauche » pour faire apparaître une « opposition de gauche » au gouvernement. Aujourd'hui, un accord se profile autour d'une manifestation nationale le 12 avril à Paris. Mais le flou règne sur le profil exact de cette manifestation. Cette date correspond à la venue à Paris de Tsipras (dirigeant du parti de gauche antilibéral Syriza en Grèce), et le PCF a l'intention de se servir de cette manifestation pour sa campagne en vue des élections européennes. Le PCF a l'intention de mobiliser contre l'austérité, pour ses solutions keynésiennes, pour une soi-disant « Europe sociale »... qui s'accommoderait des institutions de l'UE capitaliste !

Pour la Tendance CLAIRE du NPA, il est hors de question de cautionner les solutions antilibérales

2. cf. <http://www.cgt.fr/Declaration-CFDT-CGT-FSU-UNSA.html>

3. cf. <http://www.cgt.fr/Appel-a-une-mobilisation-massive.html>

4. cf. <http://www.cftc-paris.com/social/pacte-de-responsabilite-5-mars-2014.html>

du Front de gauche ou de brasser de vagues généralités, et donc de signer des appels qui se feraient sur de telles bases. Aucun front programmatique n'est possible avec le Front de gauche. Nos solutions sont antagoniques : le Front de gauche prétend nous sortir de la crise par des mesures keynésiennes de redistribution, d'augmentation des dépenses publiques ou de création monétaire massive — et en attendant ses militant-e-s dans les directions syndicales acceptent de « né-

gocié » le pacte de responsabilité. Nous mettons au centre de notre programme la nécessité d'exproprier les grands groupes capitalistes et de rompre avec les institutions de la bourgeoisie (nationale et européenne), comme seule alternative aux politiques d'austérité — et nous mettons au centre la nécessité de rompre la « négociation » de la régression sociale avec Hollande-Gattaz.

Nous manifesterons le 12 avril contre le gouvernement, en re-

vendiquant le retrait du pacte de responsabilité, le refus des licenciements et la nationalisation-expropriation des entreprises qui licencient, la hausse générale des salaires avec un SMIC net à 1 600 € net, l'arrêt des travaux à Notre-Dame des Landes, l'arrêt des expulsions et la régularisation de tous les sans-papiers.

Gaston Lefranc,

le 11 mars 2014

FRANCE

Le projet Peillon contre les statuts : une réforme inoffensive ou une attaque historique ?

Contribution d'Émancipation RP au débat du congrès du SNES Créteil sur le projet Peillon sur les statuts.

Dans *La lettre de l'US* n°1 du 13 février 2014, le S4 (secrétariat national) estime manifestement, par delà des formulations alambiquées et soigneusement pesées, que les concertations avec le Ministre ont abouti à des fiches globalement satisfaisantes. Ces fiches seront la base du projet de décret Peillon sur le statut des enseignants qui sera présenté au Comité Technique Ministériel le 27 mars 2014. Le S4 joint à son appréciation un commentaire détaillé sur les fiches finales. Sur les points les plus graves, le S4 se veut rassurant. Alors, doit-on, peut-on, être rassuré ?

I) Les missions des enseignants, une simple reformulation qui ne change rien : VRAI ou FAUX ?

a) La fiche à propos des missions et le commentaire du S4 (= secrétariat national du SNES)

La fiche fait la liste des missions des enseignants en distinguant trois grands blocs : les missions d'enseignement (bloc 1), les missions liées à la mission principale d'enseignement (bloc 2), les missions complémentaires (bloc 3). Selon le S4, il n'y a pas lieu de s'inquiéter : les missions d'enseignement reprendraient celles qui existent déjà ; le second bloc « rappelle les grands axes de ces « missions liées » à travers la citation simple de la loi (article L912-1 du code de l'Éducation) » ; enfin, les missions du troisième bloc relèverait du pur volontariat. Exact ?

b) La distinction juridique entre loi et décret dans le statut des fonctionnaires

Les dispositions du Code de l'éducation qui forment la base du bloc 2 sont pour le moment des dispositions législatives. À ce titre, elles n'ont pas d'implication concrète. En effet, comme l'explique par exemple J-M. De Forges dans son manuel de Droit de la fonction publique (2e édition, PUF, 1997) : « Dans les deux cas, statut législatif ordinaire et statut organique, les modalités d'application de la loi doivent être précisées par des décrets d'application » (p. 103). Autrement dit, en l'absence de décret traduisant concrètement les missions générales des enseignants définies par la loi, l'administration ne peut rien imposer aux enseignants.

c) L'appréciation de la Cour des Comptes (mai 2013) : des chefs d'établissement trop dépendants de la « bonne volonté des enseignants »

C'est précisément ce la Cour des Comptes déplore dans son rapport de mai 2013 à propos de la gestion des enseignants : « **1 - Une définition étroite du service dans le second degré,** a) Les limites des obligations réglementaires de service. Dans le cas des enseignants du second degré, les obligations réglementaires de service (ORS) sont définies *exclusivement comme un nombre d'heures de cours par semaine* par une série de décrets de 1950. La seule obligation à laquelle sont tenus les enseignants en vertu desdits décrets est donc d'assurer entre quinze et dix-huit heures de cours hebdomadaires, pendant la durée officielle de l'année scolaire, soit trente- six semaines. En conséquence, en dépit de la définition légale des missions, tout travail de l'enseignant autre que celui de « faire cours » n'est pas identifié dans son temps de service, ce qui est doublement dommageable, pour l'enseignant qui ne peut pas voir son implication pleinement reconnue, et pour le chef d'établissement qui est tributaire de la bonne volonté des enseignants. »

C'est pourquoi la première recommandation faite par la Cour des Comptes consiste à aligner les obligations de service définies par décret sur les missions définies par la loi : « - **Accorder les obligations de service aux missions définies par la loi** - Selon la loi (article L. 912-1 du code de l'éducation), les enseignants sont responsables de l'ensemble des activités scolaires des élèves, au-delà des seules heures d'enseignement. À cette fin, il leur revient de travailler en équipe pour coordonner leurs efforts. Ces activités se déroulent sans qu'un volume horaire hebdomadaire ou an-

nuel adaptable en fonction des besoins réels des élèves soit précisé, au-delà des dispositifs d'accompagnement personnalisé fixés indistinctement à tous les établissements; de ce fait, elles ne peuvent se développer, pour l'essentiel, que sur la base du volontariat, surtout dans le second degré. *Il apparaît donc naturel d'inclure dans les obligations de service des enseignants les heures nécessaires à ces activités, qui entrent explicitement dans leurs missions, alors que leurs obligations de service ne concernent actuellement qu'une partie d'entre elles : les heures disciplinaires de cours qu'ils ont à assumer par semaine devant la classe dans le second degré; les heures de cours et une partie des activités hors heures de cours dans le premier degré. Une modulation au sein de ces obligations de service doit être rendue possible dans les établissements, en fonction des types de postes et des besoins des élèves ».*

d) Une première conclusion : un accroissement considérable des obligations de service

Le projet Peillon concernant les statuts des enseignants met donc exactement en œuvre la première recommandation faite par la Cour des Comptes. Le changement en apparence formel ou cosmétique consistant à transcrire dans un décret les missions fixées par la loi est en réalité décisif : il donnerait **un caractère obligatoire** aux missions des blocs 1 et 2 et permettrait au chef d'établissement de contraindre les enseignants à les effectuer, sous peine de se voir menacer de suppression d'un ou de plusieurs 1/30 de traitement pour service non fait.

II) L'annualisation est écartée : VRAI OU FAUX ?

a) De la formulation initiale à la formulation finale

La formulation initiale disait : « l'ensemble de ces missions s'effectue dans le cadre de l'horaire des 1607h ». Le SNES a protesté : « La référence aux 1607 heures doit être abandonnée dans la mesure où elle est porteuse d'une annualisation du service des enseignants et peut donner ainsi lieu à des exigences locales en matière de service » (compte-rendu du GT6 du 22/11/2013). Le représentant du ministre, B. Lejeune, a répondu : « Une autre rédaction sera proposée, de type générique, sans chiffre, comme pour les enseignants chercheurs » (ibid.). Autrement dit, seule la « rédaction » changera, pas le contenu.

La formule qui remplace la référence explicite au 1607h est la suivante : « L'ensemble de ces missions constitue la déclinaison, pour les corps concernés, de la réglementation sur le temps de travail applicable à l'ensemble de la fonction publique ». Le S4 commente : « La référence initiale aux 1 607 heures qui servait d'assimilation au temps de travail de la Fonction Publique et qui pouvait servir de base à une annualisation de nos services est supprimée. **Acquis du SNES-FSU** ». Mais le changement est-il réel ? Le S4 ne se réjouit-il pas trop vite ?

b) La Cour des comptes et la déclinaison des missions légales dans le temps de service des enseignants

La Cour des Comptes formulait son mécontentement contre la définition actuelle des obligations de services des enseignants de la façon suivante : « Les missions légales des enseignants ne sont pas

déclinées dans le temps de service des enseignants, qui inclut les seules heures d'enseignement selon un rythme strictement hebdomadaire ». Si le projet Peillon passe, ce sera chose faite ! Quel est l'enjeu ? Si cette « déclinaison » passait le **temps de travail dû à l'administration et contrôlable par elle** s'étendrait des heures de cours devant élèves à toutes les autres missions fixées par la loi si elles étaient traduites dans un décret concernant nos statuts.

c) La réglementation et le décompte du temps de travail dans la fonction publique : annualisation et temps de travail effectif (décret 2000-815 du 25 août 2000).

Les dispositions actuelles pour les enseignants : des dispositions dérogatoires

Ce décret précise en son article 7 que « les régimes d'obligations de service sont, pour les personnels en relevant, ceux définis dans les statuts particuliers de leur corps ou dans un texte réglementaire relatif à un ou plusieurs corps ». Donc, tant que le temps de travail des enseignants est défini dans des décrets et statuts particuliers d'une façon spécifique, ce sont ces dispositions dérogatoires qui s'appliquent.

Pour le moment, donc, le temps de travail des enseignants contrôlables par l'administration, ce sont les 18h ou 15h de cours dans sa discipline de recrutement devant élèves. En effet, les textes s'appliquant sont ici le décret du 25 mai 1950 et les textes sur les statuts particuliers pour les certifiés et agrégés datant de 1972, qui font référence au décret de 1950. Dans l'article 1 du décret du 25 mai 1950, il est dit : « Les membres du personnel enseignant dans les établissements du second degré sont tenus de fournir, sans rémunération supplémen-

taire, dans l'ensemble de l'année scolaire, les maxima de service hebdomadaire suivants ».

Conséquence du projet Peillon : suppressions des dispositions dérogatoires

Mais le projet Peillon implique l'abrogation du décret du 25 mai 1950 et son remplacement par un nouveau décret. Or, le projet de nouveau décret se ferait sur la base de l'idée que « l'ensemble de ces missions constitue la déclinaison, pour les corps concernés, de la réglementation sur le temps de travail applicable à l'ensemble de la fonction publique ». En ce sens, le temps de travail des enseignants ne serait plus défini comme une exception à la règle générale concernant les agents de la fonction publique, mais comme la déclinaison de la règle générale applicable à ces mêmes agents, bref comme la modalité concrète de ce temps de travail.

« La réglementation sur le temps de travail applicable à l'ensemble de la FP » : 1607h annualisés de temps de travail effectif (décret 2000-815, art. 1 et 2).

En ce sens, le passage de la formulation initiale explicite des 1607h à la formulation sur « la réglementation sur le temps de travail applicable à l'ensemble de la FP » est purement formel. Le contenu est identique.

Si l'on veut calculer cela de façon plus concrète, il suffit de regarder comme l'administration procède avec les collègues qui dépendent déjà du régime commun de la fonction publique sur le temps de travail, par exemple les AED. Pour atteindre les 1607h, ces derniers sont obligés de travailler 41h par semaine, puisqu'ils travaillent 39 semaines par an. Pour les enseignants, si l'année scolaire reste à 36 semaines, cela donnerait $1607/36 = 44,6h$, soit sans doute 45h par

semaine ! Ainsi, une fois enlevé les heures de cours devant élèves, il resterait à chacun enseignant à faire entre 959h d'autres tâches pour les certifiés (soit 26,5h par semaine en moyenne) et 1067h pour les agrégés (soit 29,5h en moyenne par semaine).

En outre, qu'est-ce que le temps de travail effectif ? « La durée du travail effectif s'entend comme le temps pendant lequel les agents sont à la disposition de leur employeur et doivent se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles ».

Chacun comprend donc que le temps passé chez soi à préparer un cours n'est pas au sens propre du temps de travail effectif. La formulation de la fiche fixe donc non seulement un cadre annualisé, mais, pire encore, mais offre aux chefs d'établissement une possibilité d'exigence et de **contrôle sur l'intégralité du temps de travail des enseignants**.

III) A propos des « missions complémentaires » : rien à craindre ?

a) L'analyse du S4

Là encore, le S4 fait comme s'il s'agissait de savourer une victoire : « **Les missions complémentaires** ne peuvent en aucun cas être imposées aux personnels. C'est déjà le cas pour la mission de professeur principal. Cela sera aussi le cas pour les autres missions qui seront, elles, accompagnées d'une lettre de mission établie par le chef d'établissement. Contrairement à d'autres lettres de missions (celles concernant les chefs d'établissement par exemple), elles ne peuvent donc porter que sur des activités facultatives. Ces lettres détermineront, préalablement à son attribution, le cadre de la mission attendue et vaudront ordre de mis-

sion dans ce cadre, en fixant la nature de l'activité, les contraintes engendrées et les objectifs. **Les nouvelles rédactions** proposées par le ministère sont de nature à clarifier nombre d'inquiétudes nées des rédactions antérieures : **affirmation du principe du volontariat, cadrage national par circulaire ministérielle des différentes missions et du contenu des lettres de mission.** Les missions et indemnités prévues seront ainsi attribuées avec plus de transparence et non plus de façon opaque et méconnue des personnels, à la tête du client, sur des bases parfois douteuses. **Acquis du SNES-FSU** ».

b) Quid du volontariat à l'heure du blocage des salaires ?

Il est naïf de croire au conte de fée du volontariat. Dans un contexte où le point d'indice est totalement bloqué depuis 4 ans et où Peillon parle de geler l'avancement à l'ancienneté pour résoudre les problèmes budgétaires (cf. Mediapart qui a produit un article documenté sur le sujet), la seule façon de ne pas voir baisser son salaire, ce sera d'obtenir une indemnité. La part de choix laissée aux enseignants sera de plus réduite : si vous ne vous en sortez pas avec le crédit de la maison ou le loyer, si vous voulez pouvoir partir en vacances avec les enfants ou offrir telle ou telle activité à ces derniers, comment résister à la tentation d'obtenir une indemnité (même modeste) ?

c) Pouvoir renforcé du chef d'établissement, hiérarchie intermédiaire, concurrence entre enseignants

La manière de faire attribuer ces missions complémentaires et les indemnités afférentes contribuera à la création d'une hiérarchie

entre les enseignants avec une petite coterie autour du chef d'établissement. Il est en effet prévu que ces missions soient attribuées par le CA, sur proposition du conseil pédagogique et que la mission précise soit fixée par le chef d'établissement dans une lettre de mission. Il s'agit ainsi de trouver un moyen d'installer dans les faits le conseil pédagogique, prévu par la loi mais inexistant dans bien des lycées. Son autonomie de proposition est un leurre : partout où il existe il travaille sous le pilotage du chef d'établissement qui en nomme les membres !

Ce qui peut entrer dans le cadre de ces missions complémentaires est sans limite, puisque la fiche indique : « *tout autre responsabilité proposée par le conseil pédagogique et arrêté par le chef d'établissement* ».

d) Missions complémentaires : briser le statut national pour territorialiser l'enseignement

L'inscription de ces missions complémentaires sans aucune limite définie a surtout pour fonction de casser le caractère national de la définition des obligations de service. C'est la condition pour pouvoir territorialiser l'enseignement à tous les niveaux. Car, tant que les enseignants ont des missions intégralement définies nationalement, il est impossible de territorialiser au delà de quelques projets symboliques. Tout au contraire, avec les statuts actuels, ce sont les enseignants qui peuvent, s'ils le souhaitent, prendre l'initiative d'un projet spécifique.

IV) La pondération : hausse du temps de travail et suppression de postes

La pondération Peillon n'interviendrait pas en décharge de service, contrairement à l'heure de première chaire, dont bénéficient beaucoup d'enseignants en lycée. Cela permettrait donc de faire travailler beaucoup d'enseignants 1h de plus. Cela permettrait à Peillon et à ses successeurs de supprimer au moins 10 000 de postes.

V) Peillon peut-il être si machiavélique ?

Mais certains s'interrogent encore. Peillon pourrait-il être si machiavélique qu'il utilise des formules trompeuses pour faire passer une réforme qui n'a rien à envier à ce que voulait faire Ségolène Royal ou à ce qu'envisage l'UMP ?

On ne peut pas sonder les intentions du ministre. Mais on peut tout de même être instruit par l'histoire récente. Toutes les réformes explosives ne peuvent être menées à bien si elles sont réalisées d'un coup. Comment les gouvernements s'y sont-ils pris pour privatiser une partie des PTT (et l'autre est entrain de suivre) ? D'abord, ils ont opéré une séparation entre Poste et Télécommunications, présentée comme « technique ». Puis, ils ont modifié le statut de l'entreprise ; face aux inquiétudes, ils ont rassuré : mais, non, pas question de privatiser ni de remettre en cause le statut de fonctionnaire ; n'écoutez pas ceux qui racontent cela, ce sont des syndicalistes paranoïaques qui veulent construire leur boutique. Et, puis, 1997, ça y est, Jospin a privatisé France Telecom, tous les nouveaux recrutés le sont sur des contrats de droit privé, fini le statut de fonctionnaire.

Même si Peillon lui-même est animé de bonnes intentions, cela ne

change rien au contenu de son projet. Même s'il ne voulait pas lui-même en tirer toutes les conclusions, ses successeurs s'en chargeront, qu'ils soient du PS ou de droite.

VI) Projet Châtel et projet Peillon : comparons !

Lors d'un séminaire organisé par la Fondation pour l'Innovation Politique, le 17/10/2013, Châtel, l'ex-ministre de l'EN a tracé la politique de la droite à son retour au pouvoir concernant le statut des enseignants. Son analyse est simple. Les décrets de 1950 définissent la mission des enseignants comme de l'instruction et prévoient que leur temps passé dans l'établissement soit presque exclusivement consacré à enseigner. C'est, selon Châtel, la cause des problèmes du système éducatif français. Que faut-il faire ? Redéfinir les ORS. Comment ?

En y incluant de nouvelles missions : **« Il est nécessaire d'abroger le décret de 1950 pour proposer un nouveau statut des enseignants qui intègre ses nouvelles missions : instruire, accompagner, travailler en équipe, recevoir les familles »**. Voilà qui ressemble comme deux gouttes d'eau au décret Peillon. Or, que vise Châtel ? **« Ainsi, un certifié qui travaille 18 heures par semaine dans son collège ou lycée passerait à 26 heures décomposées en 21 heures de cours et 5 heures d'autres missions »**. CQFD.

Conclusion : une attaque historique qui doit être absolument repoussée

Le projet Peillon est bien une attaque historique contre le statut des enseignants. Il est vital de la repousser. Le SNES doit demander le retrait du projet Peillon. Car repousser cette régression sans précédent, qui ouvre la porte à d'autres plus graves encore, c'est la condition minimale pour pouvoir se battre ensuite pour des améliorations.

Beaucoup de temps a été perdu, mais il n'est pas encore trop tard. Avec un bon matériel explicatif, avec des mots d'ordre clairs et avec l'investissement de tous les militants, il est possible de mobiliser massivement la profession pour défaire le projet Peillon.

Émancipation RP,

le 11 mars 2014

FRANCE

Combattre la montée de l'extrême droite et mettre en échec les attaques du gouvernement Hollande-Ayrault : deux tâches indissociables !

Antisémitisme, islamophobie, homophobie, machisme revendiqué : voilà des mois que les idées d'extrême droite gagnent du terrain en France. Ce phénomène n'est pas nouveau en Europe, mais nous sommes en train d'assister à un saut qualitatif d'une gravité majeure. Le « jour de colère » du 26 janvier a rassemblé 17 000 personnes à Paris selon la police (120 000 selon les organisateurs). **« Non à l'islamisation**

de la France », **« Francs-maçons : pédophiles »**, **« Nous sommes tous des enfants d'hétéros »** ou encore **« Dehors les Juifs »**, scandaient les manifestants, parmi lesquels se côtoyaient étrangement des héritiers de l'Algérie française, des fascistes de tout poil et des jeunes de quartiers populaires partisans de Dieudonné. **Des slogans ouvertement racistes n'avaient pas été entendus dans les rues en France depuis des années.**

Dimanche dernier, c'est la « Manif pour tous » qui continuait ses défilés. La police a compté 80 000 manifestants à Paris et 20 000 à Lyon (respectivement 500 000 et 40 000 selon les organisateurs). Ils étaient là pour « revendiquer » les stéréotypes hommes/femmes et affirmer leur défense de la famille.

En Espagne, le gouvernement Rajoy vient de présenter un projet de loi visant à interdire l'avortement sauf en cas de

viol ou de menace pour la santé de la femme enceinte ! Ce serait un recul historique !

Une manifestation de solidarité avec les femmes espagnoles a eu lieu le 1er février. Nous étions 40 000 en France, dont 30 000 à Paris. Cela faisait longtemps qu'une manifestation pour le droit des femmes n'avait pas rassemblé tant de monde. C'est que nous le savons : **l'IVG est un droit que**

nous avons arraché par la mobilisation, il n'y a que sur elle que nous pouvons compter pour le conserver.

Interdire l'avortement n'empêche pas l'avortement, il le rend juste mortel : en Amérique latine, des milliers de femmes meurent chaque année des suites d'un avortement. Mais cela, la classe politique espagnole n'en a que faire : quand leurs filles ou leurs femmes

feront le choix d'interrompre une grossesse, elles pourront le faire dans des cliniques privées sans courir aucun risque. Des milliers de femmes meurent des suites d'un avortement disions-nous ? En fait non, ce ne sont que des milliers de pauvres qui en meurent. Le droit à l'IVG est aussi un droit social, et c'est également ainsi qu'il faut le défendre.



En France, même si l'avortement est toujours légal, il est de plus en plus difficile d'y avoir accès, notamment à cause de la loi Bachelot (maintenue par le gouvernement Ayrault) qui a eu pour effet de multiplier les fermetures de centres IVG. La victoire de la mobilisation à l'hôpital Tenon (Paris 20e), qui a permis d'éviter la fermeture du centre, doit nous montrer la voie à suivre. Plus récemment, outre les déclarations de Jean-Marie Le Pen qui invite les femmes à « assumer leur fonction de reproduction », un secteur (minoritaire) de l'UMP a déposé un projet d'amendement qui demande de revenir sur le rem-

boursement intégral de l'IVG qui est l'une des seules mesures progressistes du gouvernement Hollande !

Face à la montée de l'extrême droite, on voudrait nous entraîner avec Valls et Hollande contre l'antisémitisme et pour les droits des femmes !

Ce serait oublier que ces montées réactionnaires et notamment racistes ont été encouragées par les politiques mises en œuvre depuis des années. Les gouvernements mènent des attaques éhon-

tées contre les musulmans, notamment avec la loi de 2004 interdisant de porter le foulard à l'école, loi qui vise clairement à stigmatiser les musulmans et qui en pratique s'est étendue à l'interdiction pour les mères portant un foulard d'accompagner les sorties scolaires. La « charte laïcité » affichée dans les écoles par Peillon s'inscrit dans cette logique. Le slogan d'extrême droite « non à l'islamisation de la France » ne vient donc pas de nulle part. Les expulsions record de Roms par Valls et toutes ses déclarations nauséabondes visant à les justifier sont autant d'encouragement pour les racistes de

tout poil. Comment le gouvernement pourrait-il ignorer qu'à force de banaliser le racisme anti-Roms, c'est le racisme en général qu'il contribue à attiser ?

De la même manière, le nouveau recul que vient d'opérer le gouvernement sur la loi famille, qui visait à moderniser les normes de la structure familiale (statut des beaux-parents, modes de garde plus équitables...) et à étendre la PMA (Procréation médicalement assistée) est une capitulation très grave devant les manifestants réactionnaires, qui ne peut que leur donner encore plus confiance.

Reconstruire la conscience de classe

C'est sur fond de crise économique et de crise du mouvement ouvrier que l'extrême droite surfe. Car pendant que les réacs de tout poil font des démonstrations de force, le gouvernement prépare de nouvelles attaques contre les travailleurs. Le « **pacte de responsabilité** » prévoit une baisse drastique de la partie « socialisée » de notre salaire : c'est une attaque sans précédent contre la Sécurité

sociale. Il vise à associer les directions syndicales qui refusent toujours de rompre le « dialogue social » avec ce gouvernement ouvertement au service du patronat.

Assouline et Dray, deux bureaucrates du PS préparent une manif de la « France de la fraternité » pour tenter de réactiver le clivage droite/gauche et rassembler autour du PS sur les « valeurs de gauche ». Cela participe à la grande opération de diversion et de récupération qui voudrait nous faire croire que la lutte de classes, c'est fini, que maintenant les clivages sont seulement « sociétaux ». L'enjeu de la période serait de reconstruire la conscience de « gauche ». Mais c'est la conscience de classe qui est en crise aujourd'hui et qui entraîne logiquement avec elle le recul même des valeurs qui étaient considérées traditionnellement comme de « gauche ». Or cela résulte notamment des trahisons du PS, parti bourgeois qui assume désormais ouvertement de mener une politique de droite... et que les réformistes (directions syndicales, Front de gauche...) refusent toujours d'affronter par la lutte de

classe.

On ne gagnera contre l'extrême droite que sur notre terrain, le terrain de la lutte. Aucun front n'est possible avec le PS, ce parti bourgeois qui mène une attaque historique contre les travailleurs/ses. On n'empêchera pas les reculs du gouvernement sans une grève générale qui bloque le fonctionnement de l'économie. Les principaux dirigeants syndicaux feront tout pour l'empêcher, le contenir : c'est pourquoi il faut dès aujourd'hui rassembler ceux et celles qui veulent lutter, aussi bien l'intérieur des syndicats, en organisant un courant lutte des classes et antibureaucratique, que dans les lieux de travail en général, en aidant les travailleurs/ses à s'auto-organiser. Il est de plus en plus crucial de combattre contre les idées et la montée en puissance de l'extrême droite. Mais c'est indissociable du combat central contre les politiques concrètes qui sont menées, pour mettre en échec le patronat et son gouvernement Hollande-Ayrault.

Pauline Mériot,
le 7 février 2014

FRANCE

Vœux de Hollande, vœux du MEDEF



François Hollande et Pierre Gattaz

En 2014, on a vu que le président a pris une résolution : assumer sa relation discrète...avec le patronat.

Depuis son élection, il avait déjà montré une forte affinité, avec

le crédit d'impôt de 20 milliards aux entreprises, l'Accord National Interpro qui légalise le chantage à l'emploi... Mais avec le pacte de responsabilité qu'il vient d'annoncer, reprenant tel quel le pacte de confiance proposée par le MEDEF en novembre, ça devient fusionnel. De quoi rendre jaloux l'UMP qui s'est écrié « C'est notre politique ! C'est le programme de Nicolas Sarkozy » !

Qu'y a-t-il dans ce pacte ? Rien moins que la suppression de 30

milliards de cotisations patronales, c'est-à-dire une partie du salaire qu'ils nous paient pour financer la sécurité sociale. Et pour compenser, ça tombe bien la TVA (taxe qui augmente les prix) vient d'augmenter ! En clair, au lieu d'un paiement par les patrons, on passe à une ponction sur nos budgets à tous. Cette fiscalisation de la sécurité a un autre but : en finir avec ce pot commun arraché aux capitalistes en 1945, et qui est en partie contrôlé par les syndicats. L'État

pourra tailler dans la sécu plus facilement. Tout cela revient à la TVA sociale de Sarko, que le PS avait dénoncé et annulé !

Les autres ne veulent pas être en reste : le ministre du budget a ajouté qu'il allait supprimer une partie des 150 taxes sur les entreprises. Voilà la simplification dont ils parlaient... non il ne s'agissait pas de simplifier les demandes d'APL ou de bourses des jeunes !

Ce gouvernement mime le précédent, car il se soumet à la même pression du système : course à la compétitivité, dette publique payée aux capitalistes pour financer les capitalistes... Au NPA, nous voulons sortir de cette concurrence pour le profit qui ruine la société ! Les richesses doivent enfin être utiles : un revenu pour les étudiants, un vrai salaire pour les apprentis, des investissements dans

l'éducation, l'écologie... Il n'y a que les jeunes et les travailleurs qui ont le pouvoir de le faire, en expropriant les grandes entreprises.

Dans l'immédiat, face à une telle lutte de classe, il faut commencer par se battre vraiment ! Il n'y a rien à négocier avec le gouvernement.

Julien (comité Jeunes Travailleurs RP),

le 7 février 2014

LUTTE DE CLASSE

Mory-Ducros : l'horreur capitaliste continue !

Une seule solution : tou-te-s ensemble contre les licenciements !



Site Mory-Ducros de Saint-Étienne-du-Rouvray (76), 112 salariés, 112 licenciements prévus

Le plan de licenciements chez Mory-Ducros est le plus grave depuis celui de PSA l'an dernier. Il illustre toute la brutalité du capitalisme financier et transnational qui sévit dans les grands secteurs clés de l'industrie et des services. Les salarié-e-

s de Mory-Ducros sont en train de payer très cher les manigances capitalistes par un plan social terrible, avec un effectif de travailleurs/ses licencié-e-s dépassant les 3000 (48 fermetures d'agences locales) et avec toute l'horreur que le patronat im-

pose lorsqu'il se sent servi docilement par ses laquais zélés du gouvernement.

Historique de l'entreprise et de ses plans sociaux

Jusqu'à 2011, Mory Group est

une société française spécialisée dans la logistique, la messagerie, l'express, le transport routier et maritime. Leader français dans les services de transport de marchandises et de logistique, elle emploie 6 700 salarié-e-s, compte 23 filiales à l'étranger et gère 12 millions d'envois par an en national et 1 350 000 à l'international. Deux siècles après ses débuts en 1804, MORY est présent dans 14 pays dont la Chine, Dubaï, le Kazakhstan, les pays du Maghreb et les pays de l'Est, réalisant un chiffre d'affaires en 2007 d'un milliard d'euros, dont 30% à l'international.

Cependant, l'entreprise est placée en redressement judiciaire le 27 juin 2011 et, le 30 septembre 2011, le tribunal de commerce de Bobigny rend le verdict suivant, avec une première charrette de licenciements :

- **Reprise de Mory Team** par le fonds d'investissement Caravelle. Caravelle opère dans la pharmacie, la carrosserie industrielle et l'hôtellerie. Ce groupe s'est construit historiquement autour de la reprise d'affaires en difficultés de groupes comme Aventis ou FranceTélécom, entreprises du CAC 40. Depuis 2007, Caravelle reprend des affaires en difficultés sous le nom d'Arcole Industries. Il réalise en 2012 318M€ de chiffre d'affaires et reprend en 2010 l'activité française messagerie de DHL, entreprise californienne rachetée par la Deutsche Post en 2001, devenue depuis Ducros Express. L'ensemble devait permettre au fonds de bâtir un leader de la messagerie en France avec un réseau de 85 agences.
- **Reprise de Mory Logidis**, pôle logistique du groupe (25M€ de chiffre d'affaires) par ID Logistics. Cette acquisition devait

permettre à l'entreprise fondée en 2001 (386M€ de chiffre d'affaires en 2010) de poursuivre son développement sur le territoire français.

- **Reprise des autres activités de transport** par le groupe Zamenhof pour 4M€.

Mory-Ducros est donc issu de la fusion de Mory et de Ducros Express fin 2012. Il est le deuxième acteur du transport de messagerie en France après Géodis, groupe SNCF.

Un dépeçage capitaliste en règle !

Cependant, deux ans seulement après ce redressement et malgré les prétentions de Mory-Ducros de prendre le leadership dans la messagerie en France, il est annoncé lors du Comité d'entreprise extraordinaire du 22 novembre 2013 que l'entreprise est en cessation de paiement et demande un deuxième redressement auprès du tribunal de commerce de Pontoise. Elle emploie 5 200 personnes et fait travailler 2 000 personnes en sous-traitance.

Lors du CE extraordinaire du 23 janvier 2014, Arcole Industries, actionnaire principal, est seul candidat à une reprise, prévoyant de maintenir 2 150 emplois sur 5 200 mais en prenant soin de faire pression auprès des salariés pour qu'il ne manifestent pas trop leur mécontentement.

L'administrateur judiciaire chargé de traiter le dossier du plan de licenciement de l'entreprise, ne cesse de proclamer que les travailleurs de Mory-Ducros doivent s'estimer heureux, que la dernière négociation arbitrée par le ministère des finances leur offre les meilleures conditions possibles. 2 150 emplois maintenus

au lieu de 1 900 annoncés au départ et pour les 3 000 licenciés à peine 7 000 euros d'indemnités supplémentaires. Le 28 janvier au soir, on annonce la sauvegarde d'une cinquantaine d'emplois et de deux agences supplémentaires. Cela reste pourtant catastrophique pour les travailleurs : il s'agit de la plus grosse faillite en France depuis 2001, après celle de Moulinex et ses 4 700 licenciements.

Un chantage infâme envers les salariés

Cet administrateur prétend que toute grève amènera la faillite totale et des licenciements pires encore. Comme bien d'autres avant lui, il essaye de faire croire aux travailleurs que c'est pour leur bien qu'ils devraient se laisser faire et qu'ils devraient se laisser licencier et s'ajouter aux millions de sans emplois. Aujourd'hui encore, à la veille du CE appelé à valider le plan et alors que des grèves sont suivies dans une quinzaine d'agences, le repreneur ne maintient son « offre » qu'à condition que la « paix sociale » revienne dans l'entreprise.

Face à la crise du capitalisme qui n'en finit pas, les multinationales comme Goodyear (où a été signée récemment par la CGT et la direction un accord pour céder l'usine à Titan et à son horrible patron Taylor en échange d'indemnités, avec 1143 suppressions d'emplois à la clé¹) procèdent toutes de la même manière : restructurations, plans de licenciements, délocalisations et fermetures de sites. Leur seul but est de maintenir leur taux de profit dans le cadre d'une concurrence internationale de plus en plus féroce, et peu importe le coût humain dans cette fuite en avant pour le profit !

Mory-Ducros n'échappe pas à la règle : les multinationales

1. Cf. notre article sur Goodyear : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=572>

cherchent à consolider leur monopole par des fusions-acquisitions qui ont pour conséquence immédiate la destruction des emplois. Les travailleurs sont la seule variable d'ajustement dans leur stratégie de réduction des coûts et nous le voyons d'autant mieux chez Mory-Ducros où deux plans sociaux successifs ont sévi en deux ans, sans que leur taux de profit ne soit rétabli et sans devenir le « leader de la messagerie en France avec un réseau de 85 agences ».

Et Montebourg, le soi-disant ministre du « redressement productif », ne fait que mettre le couteau sous la gorge des ouvriers en les pressant de cesser tout combat et d'accepter la reprise par Arcole.²

Nationalisation de Mory-Ducros sous contrôle ouvrier !

C'est inacceptable qu'on soit jeté au chômage et dans la précarité pour le seul profit de quelques parasites capitalistes ! Les syndicats de Mory-Ducros ont fait le choix, subissant le chantage patronal et gouvernemental, de négocier le plan de licenciements. Il n'est pourtant pas acceptable de signer un tel plan qui brise la vie de milliers de personnes ! Nous soutenons tous les piquets qui se tiennent depuis hier. La seule solution réside dans la lutte auto-organisée pour le maintien de l'em-

ploi, quitte à occuper les sites et à relancer la production ou l'activité des dépôts Mory-Ducros, sans verser un seul centime à ceux qui les menacent de mort sociale et qui n'ont de légitimité que ce qui est écrit sur leurs actes de propriété en papier. Cela permettrait de se battre pour la nationalisation de l'entreprise sous contrôle des travailleurs/ses. Puisque le gouvernement prétend vouloir aider à la sauvegarde de l'entreprise, qu'il décide sa reprise par l'État et la création d'un service public du transport routier ! Il en a d'autant plus le pouvoir qu'il s'agit d'une faillite, même pas d'une expropriation globale. Si les syndicats défendaient cette revendication, nul doute que les travailleurs/ses de Mory-Ducros répondraient massivement à l'appel, généraliseraient la grève actuelle et organiseraient des blocages dans tout le pays pour imposer cette solution au gouvernement. Et cela enclencherait une dynamique de lutte radicale contre les licenciements qui inspireraient immédiatement les milliers d'autres travailleurs/ses actuellement menacés par des plans similaires...

Pour une coordination nationale contre les licenciements !

Plus généralement, en se défendant tous ensemble, les travailleurs auraient les moyens d'inverser le rapport de force et d'arrêter cette hémorragie d'emplois. Les directions syndicales préfèrent négocier les plans de licenciements avec les patrons et les reculs sociaux avec le gouvernement : il faut qu'elles cessent cette politique suicidaire, que les syndicats organisent la résistance à tous les niveaux et que, sans attendre, les travailleurs/ses s'organisent ! Il est urgent de réaliser la convergence des entreprises en lutte contre les licenciements, quelles que soient les divergences stratégiques et tactiques entre les équipes militantes. Il est possible de mettre en place maintenant des cadres de d'échange d'expériences, de discussion et d'action, de créer une coordination nationale qui pourrait faire campagne sur tous les fronts (luttés, médias, tracts, journaux, etc.), avec l'objectif d'une grande manifestation nationale contre les licenciements.

Soyons nombreux-ses le 31 janvier à 14h devant le tribunal de Pontoise à l'appel de la CGT Mory Ducros.³

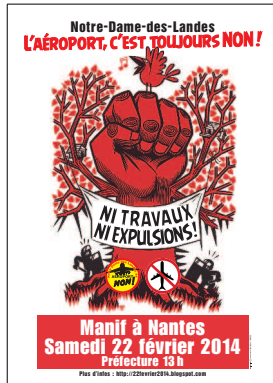
Damien Lanchron,
le 31 janvier 2014

2. http://www.lepoint.fr/economie/video-mory-ducros-la-grève-s-etend-les-négociations-trainent-29-01-2014-1785795_28.php

3. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=7231>

NOTRE-DAMES-DES-LANDES

Notre-Dames-des-Landes : Face à Nantes en colère, les provocations gouvernementales



Affiche d'appel à la manif

La manifestation nationale contre le projet d'aéroport à Nantes ce 22 février a été marquée par une forte participation, la préfecture elle-même annonçant 20 000 manifestant-e-s (en fait il y en avait deux ou trois fois plus). Pourtant depuis la fin de la manif les médias et le gouvernement titrent sur le "saccage" ou les "débordements"... en oubliant que celui qui a "dérapé", c'est d'abord le gouvernement.

Samedi 21 février, 13 heures : les manifestant-e-s, de tous âges et de tous horizons, souvent assez jeunes, se rassemblent tranquillement en face de la préfecture. Des bus (plus d'une soixantaine) arrivent des quatre coins de la France. L'atmosphère est militante, festive et joyeuse : gavotte militante, chants et chorales, salamandre géante (voir photo), etc. Mais beaucoup de personnes présentes sont déjà irritées par les comportements de la préfecture et de la police.

De la provocation à l'affrontement

C'est que deux jours avant, la préfecture a refusé le parcours initialement choisi pour la manifestation (passage par le centre-ville). Il s'agit paraît-il d'éviter des tensions et dérapages : mais la première tension ne vient-elle pas de là, à savoir imposer un parcours ubuesque pour un grand cortège qui rassemble bien au-delà des milieux militants radicaux ? En effet la diversité de la foule est évidente, nous avons affaire à une manifestation familiale et paisible, avec des mères promenant leur enfant en poussette, etc... et pourtant, le parcours de manif en centre-ville en passant par le cours de 50 otages est un grand classique qui a toujours été accepté.

Outre le coup de force de la préfecture à propos du parcours, la présence policière est non seulement massive mais aussi ostensible, des passant-e-s sur le boulevard sont apostrophé-e-s et fouillé-e-s comme si nous étions en période de guerre.

Mais il est vrai que peut-être dans l'esprit de l'État, justement c'est le traitement guerrier de la contestation sociale qui est à l'ordre du jour. La tension est donc déjà installée.

Le cortège commence, grossi au fur et à mesure, passe devant une succursale de Vinci qui en fait les frais (jet de peinture et démontage) – mais à quoi s'attendre d'autre quand on impose un parcours passant justement à cet en-

droit ? – et devient une imposante manifestation, avec une multitude d'organisations politiques (libertaires, Front de Gauche, NPA, EE-LV) et d'associations écologistes. Le monde syndical est peu présent, si ce n'est SUD et le SNUITAM-FSU¹. Quand quelques dizaines de manifestant-e-s s'en prennent à des symboles (banques, chantier de destruction d'un espace vert), la répression d'État entre en scène.

Une population contre l'arbitraire d'État

De l'aveu même de la préfecture, les échauffourées ont duré longtemps : de 13h30 à 21h30.

Si les conflits avec la police ont duré, c'est pour une raison simple : contrairement aux discours de Valls repris en boucle par les médias, ce n'est pas d'une minorité venue pour en découdre de manière organisée avec la police et hors sol par rapport au reste des manifestant-e-s, qu'il s'agit.

Non, en réalité, ce sont des milliers de personnes, pas forcément des militant-e-s acharné-e-s ni des militant-e-s d'extrême-gauche, qui sont révolté-e-s par cet aspect de la politique gouvernementale, d'autant plus quand on leur impose un parcours de manifestation sans queue ni tête.

Depuis quelques semaines, les organisations du mouvement ouvrier déplorent que la colère et la souffrance sociales soient exprimées dans la rue par les mouvements réactionnaires et d'extrême-droite. Eh bien là nous avons une colère progressiste, orientée contre

1. Syndicat FSU des ministères de l'écologie et de l'agriculture.

une politique au service des grands groupes privés, qui prend un caractère de masse – et radical – contre la politique du gouvernement. C'est incontestablement un élément positif dans une situation difficile pour le mouvement social.

Black blocs ?

C'est la trouvaille du ministre Valls : ce seraient les Black Blocs venus de l'étranger (pratique pour nier la réalité profonde du mouvement) qui auraient planifié des actes de vandalisme.

Il y avait une atmosphère un peu irréaliste : sur la place de la petite Hollande (un nom prédestiné !) où la manifestation s'était arrêtée, il y avait des prises de parole, de la musique, des badauds attablés-e-s aux cafés... un environnement festif et calme. Mais il suffisait de remonter 300 ou 400 mètres pour se retrouver face à la police, dans la fumée des lacrymogènes et sous le feu des canons à eau... le long du cours des 50 otages.

Si la police a été mise en difficulté, c'est justement parce qu'il n'y avait pas une muraille de Chine entre ces deux mondes de manifestant-e-s. Nous sommes allés dans la zone "chaude" : il était facile de constater qu'il n'y avait nulle part de "Black blocs". La réalité est celle de quelques dizaines de jeunes improvisant des moqueries face au dispositif policier : quelques jets de peinture, la brigade des clowns de la ZAD faisant un numéro... où est la violence délibérée dont on nous parle ? De même, de nombreux adultes de tous âges étaient là, exprimant une sympathie muette face aux plus "jeunes" mais manifestant aussi un autre sentiment : le rejet de l'appareil

policier répressif cherchant à provoquer, à dégager brutalement les opposant-e-s, et même à mutiler.

C'est pourquoi les policiers ont été « débordés » ("Une" de *Presse Océan* du 23 février) : ils n'avaient pas affaire à quelques dizaines de personnes venues pour en découdre, mais à une population importante manifestant sa solidarité face à la répression.

De quel côté est la violence ?

Parce qu'il faut quand même rétablir quelques faits, quand certains brocardent l'agressivité des manifestant-e-s et leurs dégradations. D'un côté quelques jets de peinture, la destruction d'une succursale de Vinci et d'un bureau de la régie des transports nantais, la TAN². Les autres actes sont largement le fait de réactions aux actes des forces de répression, mêlant des manifestant-e-s ordinaires révoltés-e-s et des militant-e-s plus jeunes.

De l'autre les canons à eau, les flashball qui ont encore mutilé (un jeune aurait à nouveau perdu un œil), les lacrymogènes envoyés dans des groupes de manifestant-e-s comprenant des personnes âgées, des femmes avec leur enfant, etc. (ayant nous-mêmes suffoqué sous les lacrymogènes, nous avons pu constater cette volonté délibérée de semer la terreur).

Mais les forces de l'État ne se sont pas arrêtées là, dans leur volonté de "nettoyage" : après avoir repoussé les manifestant-e-s du cours des 50 otages, et contrairement à ce que tout le monde pensait, la police a continué à charger les manifestant-e-s, sur la place de la petite Hollande, au bord de la Loire, où la manifestation s'était arrêtée. Ainsi de paisibles client-e-s

des bars ont suffoqué dans les lacrymos, dont le gaz envahissait les rues du centre de Nantes (il est à noter que les manifestant-e-s n'ont dégradé aucun commerce).

La lutte peut être gagnée !

Les discours gouvernementaux ne sauraient cacher ce fait : la manifestation est la plus importante depuis le lancement du mouvement contre l'aéroport. Le rejet du projet par la population locale s'amplifie.

Et maintenant les suites seront une question de rapport de forces face à un pouvoir défendant ici comme ailleurs les intérêts du capitalisme. C'est aussi un autre enseignement de la manifestation : oui, elle a été le lieu d'affrontements sans précédent à Nantes. C'est le reflet d'une stratégie de l'État donnant le primat à la répression pure et simple, mais qui se heurte à la ténacité d'un mouvement social prenant un caractère de masse et posant la question de la rupture avec la politique menée.

D'autres manœuvres sont à prévoir. Ainsi certains aujourd'hui ciblent la ZAD³ comme responsable des violences, quasiment comme un repaire de terroristes. Ce qui peut préfigurer l'emploi de la manière forte pour en déloger les occupant-e-s. Mais d'un autre côté, le gouvernement voit bien à quelle résistance il se heurtera s'il persiste dans sa volonté, puisque le mouvement grossit et prend la dimension d'une révolte de masse.

C'est pourquoi la solidarité active avec la lutte de Notre-Dame-des-Landes est un enjeu pour tout le mouvement ouvrier. Et cela commence maintenant, en agissant pour que la responsabilité des policier-e-s, et de leur hiérarchie,

2. Si la solidarité avec les conducteurs de tramway ou de bus de la TAN, dont les conditions de travail sont très difficiles, va de soi... il n'empêche que la direction de l'entreprise emploie des méthodes inacceptables face aux usager-e-s, notamment jeunes et issu-e-s de l'immigration. D'où sans doute cet acte.

3. Zone à Défendre, située sur le territoire du projet d'aéroport, et où se trouvent les opposant-e-s du territoire concerné.

responsables de violence, soit clairement pointée. Plus que jamais, il faut s'impliquer de manière active

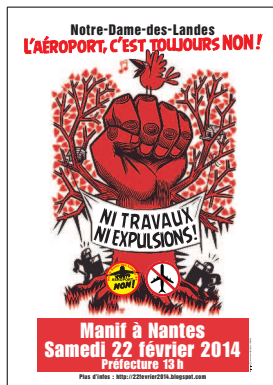
dans la lutte.

Emmanuelle et Quentin (syndicalistes)

FSU/Emancipation qui ont participé à la manifestation),
le 28 février 2014

NOTRE-DAMES-DES-LANDES

Notre-Dames-des-Landes : Ayrault, Vinci & co, dégage ! Tous et toutes à Nantes le 22 février



Affiche d'appel à la manif

Article publié dans l'hebdomadaire du NPA, L'Anticapitaliste n°229

Il y a un an, l'État retirait pi-teusement ses 1 200 policiers et gendarmes dépêchés pour vider la ZAD. Les opposantEs avaient fait preuve d'une détermination et d'une cohésion exemplaires malgré leur hétérogénéité : agriculteurs, riverains, écologistes, forces de la gauche alternative... Refusant de se laisser diviser entre « opposants responsables » et « casseurs violents », cette coalition mettait en échec les gesticulations sécuritaires de Valls et s'attirait une large sympathie dans l'opinion, obligeant le gouvernement et les bétonneurs à une pause.

Aujourd'hui, même si l'approche des municipales oblige le PS à une certaine prudence, la situation se tend. Les différents recours déposés devant les instances de l'État bourgeois ont évidemment donné raison à ce dernier, et le préfet de la Loire-Atlantique a signé en

décembre les arrêtés préparatoires au lancement des premiers travaux. La police, quasiment invisible ces 12 derniers mois, se montre de plus en plus présente autour de la ZAD et le harcèlement procédurier de Vinci se poursuit contre les occupantEs.

C'est dans ce contexte qu'une manifestation est appelée à Nantes le 22 février. Dans la lignée de la chaîne humaine du 11 mai et du festival militant des 3 et 4 août (événements qui avaient chacun rassemblé près de 40 000 participantEs), il s'agit d'une échéance nationale rassemblant les acteurs locaux de la lutte et leurs soutiens. Une échéance politique d'autant plus importante qu'elle se déroule dans la ville du Premier ministre Jean- Marc Ayrault, premier pourvoyeur du projet.

Plus que jamais, mettons en échec l'aéroport et son monde, celui du béton comme seul avenir et du profit comme unique moteur !

Pour une perspective anticapitaliste

Le NPA, membre du collectif des organisations contre l'aéroport, ne peut que soutenir cette initiative, et cela d'autant plus que le climat politique actuel est particulièrement propice au détournement de la lutte vers les impasses institutionnelles, régionalistes, corporatistes. Les élections municipales

aiguisent les appétits, notamment à EÉLV, et le leader des bonnets rouges, Christian Troadec nous refait le coup de l'union sacrée entre les classes sociales, appelant « les paysans, les ouvriers [...], les petits entrepreneurs, commerçants, artisans, l'ensemble des citoyens » bretons à la manifestation du 22.

D'où la nécessité d'afficher une perspective résolument anticapitaliste. Nous ne luttons pas pour que les patrons, grands ou petits, de Bretagne ou d'ailleurs, puissent continuer d'exploiter et de licencier tranquillement après avoir défilé. Nous n'accordons aucun crédit aux élus qui jurent être contre le projet mais refusent de s'opposer au gouvernement qui le porte, préférant les négociations feutrées au rapport de forces direct.

Nous voulons une société débarrassée de l'oppression que le capital fait peser sur les humains et sur l'environnement, une société où les besoins de la majorité passent avant les intérêts de quelques-uns. Faire reculer le gouvernement et les capitalistes sur Notre-Dame-des-Landes constituerait un formidable encouragement aux luttes en cours et en germe.

**Ni travaux, ni expulsions :
l'aéroport c'est toujours non !**

Comités NPA de Nantes et
Saint-Nazaire,
le 12 février 2014

« Week-end de révolte de gauche » :

Faisons front pour des revendications contre le gouvernement, le patronat et leur pacte de responsabilité !



Contre la montée de l'extrême droite

Même si les manifestations du 1er février en soutien au droit à l'IVG sont parvenues à réunir plus de monde que prévu, les mobilisations de la période restent dominées par l'influence évidente des réactionnaires. Le « jour de colère » du 26 janvier comme la manifestation des réactionnaires contre l'IVG et l'évolution du modèle familial témoignent d'une dégradation toujours plus inquiétante du rapport de force, avec des slogans qui rappellent les heures les plus noires de la mémoire ouvrière.

Alors que nos pires ennemis prennent confiance, nos alliés les plus déterminés s'épuisent dans des luttes dispersées, isolées, abandonnées. Car la résistance et la colère existent bien dans notre camp, mais elles ne trouvent pas de débouchés... en tout cas pas dans la lutte des classes. Les directions du mouvement ouvrier, syndicales notamment, accusent la démoralisation ambiante. Mais ce sont les directions syndicales elles-mêmes qui acceptent la mascarade du « dialogue social », refusent de mener le combat et décrédibilisent ainsi la lutte collective !

Ainsi, la CFDT s'est déclarée prête à négocier le « pacte de responsabilité » annoncé par Hollande et applaudi par le patronat, qui prévoit de casser la branche familiale de la Sécurité sociale. FO s'est en revanche prononcée contre ce pacte, pour la défense de la Sécurité sociale, proposant une journée d'action le 18 mars. Cette initiative pourrait être un point d'appui si elle devient la première étape vers la construction d'un mouvement d'ensemble. Mais Thierry le Paon, secrétaire général de la CGT, annonçant son accord de principe pour des manifestations le 18 mars, précise qu'il est hors de question pour lui de dénoncer le « pacte de responsabilité »... Il propose de mettre en avant les mêmes thèmes vagues qui empêchent toute mobilisation, comme vient de le prouver l'échec de la journée CGT du 6 février... Une fois de plus, au moment où le gouvernement et le patronat redoublent leurs attaques contre les travailleurs/ses, les directions syndicales refusent de les mettre en échec !

Quelles bases pour un accord ?

En réponse à cette atmosphère délétère, le NPA a proposé aux « organisations qui ne participent pas à la majorité gouvernementale » d'organiser en commun un « week-end de révolte de gauche ». L'intention de stopper les attaques du gouvernement et du patronat en agrégeant largement les forces combattives est évidemment juste. Mais

prenons garde à ce qu'elle ne devienne pas une fausse bonne idée.

En effet, l'objectif de cette initiative doit encore être discuté avec les organisations qui voudront s'y associer. Pour qu'elle permette de dynamiser le mouvement ouvrier et développer la conscience de classe, elle ne doit pas être enfermée dans la lecture politique gauche/droite. Se limiter au plus petit dénominateur commun pour provoquer un sursaut du « peuple de gauche » ne serait pas une solution, ni même un premier pas, pour reconstruire le rapport de forces. Un certain nombre d'ouvrier-e-s et de jeunes sensibles à nos idées ne se revendiquent pas particulièrement de gauche, mais ils n'en sont pas moins révoltés contre le patronat et « le système ». Dans ce contexte, ce serait une erreur de se focaliser sur la réaffirmation d'une quelconque « identité de gauche », forcément encore associée au PS.

Surtout, rassembler sur la base de la notion floue « à gauche du PS » risque d'ouvrir la porte au « front social et politique », c'est-à-dire à un accord programmatique avec le Front de gauche et notamment avec le PG de Mélenchon. C'est bien ainsi que l'entendent le PG dans sa réponse positive au NPA, LO dans sa réponse négative (par ailleurs sectaire, car la base d'accord n'est pas encore faite!)... et une partie de la direction du NPA (comme le prouve la multiplication de listes communes pour les municipales). Face à cet écueil, nous devons opposer l'objectif d'un

véritable « front unique ouvrier », c'est-à-dire un accord avec les organisations du mouvement ouvrier (syndicats, PC, PG, LO, POL...) sur la base des revendications de notre classe : contre l'austérité et la dette publique, contre l'ANI et son application, pour l'arrêt des suppressions de postes dans les services publics et des plans de licenciement, pour la coordination des boîtes en lutte... Et, étant donné la gravité de l'attaque de Hollande sur la Sécurité sociale et notre salaire socialisé, nous devons convaincre les autres organisations de revendiquer centralement le retrait pur et simple du pacte de responsabilité.

Pour un week-end de révolte... de classe !

Ainsi, contrairement aux manifestations sans revendications claires et sans lendemain des directions syndicales, ce week-end de révolte et de lutte de classe doit être un levier pour rassembler et entraîner notre camp autour de batailles identifiées contre le gouvernement et le Medef.

Nous ne devons pas nous limiter aux appels d'organisations car elles entraînent de moins en moins leur base, même si elles restent hégémoniques. Il faut aussi chercher le soutien d'équipes et de militant-e-s syndicaux/ales combattif-ves. Il est nécessaire de multiplier les prises de position de structures syndicales à tous les niveaux

et de lancer une pétition de syndicalistes, comme en 1995, 2003 et 2010, contre le pacte de responsabilité.

Enfin, il faut organiser dans les lieux de travail des réunions avec les travailleurs/ses, syndiqué-e-s ou non, pour les informer et préparer le combat en fixant l'objectif de gagner par l'auto-organisation et la grève.

C'est ainsi que le « week-end de révolte » pourra être celui de notre classe, des travailleur/ses et des jeunes, et devenir la première étape dans la construction d'un mouvement d'ensemble, vers une grève générale, seul moyen d'arracher des vraies victoires.

Constanza Marcia,

le 13 février 2014



CPN des 1-2 février : explication de vote des élu-e-s de la Tendance Claire

Une courte majorité a approuvé une résolution politique qui entretient les confusions et est incapable de poser les bases d'une orientation anticapitaliste clairement délimitée du Front de gauche :

- En rupture avec l'analyse marxiste de la crise adoptée lors de notre dernier congrès, la résolution nie la crise de rentabilité du capitalisme et refuse de comprendre que la bourgeoisie française (qui a un train de retard) doit accentuer ses attaques pour faire face à la crise. Ce n'est pas la politique d'austérité qui cause ou aggrave la crise, c'est la crise qui réduit les marges de manœuvre de la bourgeoisie, et doit nous conduire à expliquer que la rupture avec le capitalisme est la seule alternative
- Si la réquisition des entreprises qui licencient est évoquée, c'est en passant. Le cœur de l'orientation majoritaire, c'est de laisser entendre qu'on pourrait obtenir une loi d'interdiction des licenciements. En fait, pour empêcher les licenciements, il ne faut pas demander au gouvernement de la bourgeoisie d'abolir le capitalisme, il faut se mobiliser pour imposer l'expropriation des capitalistes qui licencient et, dans l'immédiat, pour coordonner les boîtes en lutte et les syndicalistes combatifs contre les licenciements.
- L'unité dans les élections est proposée à tous ceux qui, à « gauche », « refusent » la politique du gouvernement. C'est

accréditer l'idée que notre programme anticapitaliste serait compatible avec le programme antilibéral et institutionnel du Front de gauche.

- De manière générale, le refus d'adopter un profil « anti-système » révolutionnaire empêche d'attirer à nous la colère sociale, alors que la crise du mouvement ouvrier ouvre un boulevard au développement de l'extrême droite.

Les camarades du courant « Anticapitalisme et révolution » (A& R) ont présenté une contribution alternative, que nous avons décidé d'amender. Certains de nos amendements ont été intégrés, pour préciser le contenu du plan d'action à mettre en avant face au pacte de responsabilité (objectif d'une grève générale bloquant l'économie, nécessité d'interpeller les directions syndicales et d'organiser des réunions sur les lieux de travail...), pour mettre en avant des revendications précises et notamment l'expropriation des grands groupes capitalistes, pour fixer l'objectif d'une grève nationale de l'éducation à la rentrée des vacances d'hiver, pour ajouter le combat anti-impérialiste et la lutte pour en finir avec l'UE capitaliste et pour l'Europe socialiste, dont le projet initial ne disait rien. Néanmoins, une partie des camarades d'A& R et du CCR ont refusé le mot d'ordre de rupture anticapitaliste avec l'UE et l'euro, la direction d'A&R a refusé de combattre l'analyse de la crise économique portée par la direction et surtout de faire le lien explicite entre nos mots

d'ordre et la nécessité du gouvernement des travailleurs, alors que c'était un acquis de nos résolutions communes aux CPN précédents.

Nous avons malgré ces reculs décidé de voter pour la résolution alternative, tout en soumettant en plénier un amendement sur le gouvernement des travailleurs (10 pour, 14 contre). Contrairement à ce qu'on peut lire ici ou là, il s'agit donc bien d'une résolution commune A& R-CCR-TC. Une fois de plus, il serait temps d'ouvrir enfin, en rompant avec tout sectarisme, les discussions que nous demandons depuis des mois pour aller vers une collaboration approfondie des différents courants de l'opposition de gauche dans le NPA — dans la perspective, selon nous, d'une grande tendance révolutionnaire pluraliste.

Nous nous sommes abstenus sur la résolution concernant les européennes, qui appelle les camarades à intensifier la campagne financière, mais ne définit aucun contenu précis à la campagne politique contre l'UE.

Nous avons rejeté la motion soutenue par une partie de la majo X, de la Y et même du CCR, contre la participation à la manif du 15 mars pour l'abrogation des lois islamophobes. Tout en refusant de signer l'appel « unitaire » (signé par des groupes qui n'ont rien de progressiste), le NPA doit assumer sur ses propres bases son opposition à ces lois qui stigmatisent les musulmans.

Les élu-e-s PZ/Tendance CLAIRE au CPN,

le 12 février 2014

CPN des 1-2 février : Résolution proposée par A&R, TC et CCR

Résolution proposée par le courant Anticapitalisme et Révolution, amendée par le CCR et la TC. Nos amendements sont grisés dans le texte.

1/ Un gouvernement « PS-Medef »

Le « pacte de responsabilité » porte à un niveau supérieur les attaques du gouvernement contre les salariés et les classes populaires. Après l'ANI, le crédit d'impôt compétitivité et la contre-réforme des retraites, Hollande-Ayrault veulent en finir avec la branche familiale de la sécurité sociale, en offrant aux patrons un cadeau de plus de 30 milliards d'euros par an. Quant aux 65 milliards de nouvelles « économies » annoncées d'ici à 2017, ils se traduiraient par des coupes sombres dans les services publics et une austérité renouvelée contre leurs salariés.

En se ralliant explicitement à la dite « politique de l'offre », Hollande s'est aligné ouvertement sur les orientations néolibérales de la commission européenne, appliquées par tous les gouvernements en Europe. Ses prétentions de mener une politique différente (lutte contre « la finance »...) se sont évaporées. Il l'a confirmé en recevant Peter Hartz, inspirateur des plans qui ont précarisé et enfoncé dans la misère des millions de travailleurs allemands : c'est bien une politique « à la Schroeder » qu'il entend mener, en liquidant une grande partie des acquis dont la classe ouvrière dispose encore en France. Les « socialistes » au pouvoir ont pour objectif de réaliser, pour le compte du patronat, ce que Sarkozy

n'avait pu qu'esquisser. [Amendement refusé en commission par A&R, non soumis en plénière : Dans un contexte de crise de rentabilité du capital, le « programme commun » de la bourgeoisie est de multiplier les attaques pour augmenter les marges et relancer l'accumulation. Il n'y pas de marge de manœuvre pour une politique alternative (keynésienne ou antilibérale) dans le cadre du système.]

Gattaz a immédiatement « sa-lué » les annonces gouvernementales, en signalant que le plan de Hollande reprenait exactement la proposition qu'il lui avait « apportée sur un plateau » sous le nom de « pacte de confiance ». Au-delà du contenu précis des mesures à venir, c'est une véritable alliance politique qui a été scellée entre le PS et le Medef. Ceux-ci sont d'accord non seulement sur le fond mais aussi sur la forme : le moyen de faire passer les nouvelles contre-réformes sera d'y associer les organisations syndicales.

Si le PS et le Medef sont désormais les deux principaux soutiens du gouvernement, une troisième force les appuie en effet de manière plus officieuse : les principales directions syndicales. La déclaration commune CFDT-CGT-FSU-UNSA du 14 janvier se place ainsi clairement dans le cadre de l'application du pacte de responsabilité. Il est significatif qu'elle s'y réfère, comme exemple à suivre, au « pacte pour la Bretagne » qui a répondu à des exigences du patronat de la région sans apporter aucune réponse aux travailleurs en lutte contre les licenciements.

La droite a été déstabilisée par l'accord Hollande-Gattaz qui re-

prend une grande partie de ses propositions. On a vu les déclarations de ses dirigeants osciller entre un franc soutien (Raffarin, Borloo, Baroin...), le déni et des tentatives de surenchère. Cette situation conforte le Front national, alors que dans le même temps les secteurs les plus radicaux de « la Manif pour tous » (extrême droite catholique et groupes fascistes) occupent la rue, renforcés par les partisans de Dieudonné.

2/ Le phénomène Dieudonné et la politique de Valls

Le développement du racisme accompagne l'offensive de la classe dirigeante. L'affaire Dieudonné est un symptôme de la progression de l'influence de l'extrême-droite dans nos milieux. Comment y répondre ?

Tout d'abord, nous devons expliquer que c'est Hollande et Valls qui nourrissent la montée de l'extrême-droite dans ses différentes composantes. Par leur politique économique et sociale tournée contre les couches populaires, mais aussi par leurs déclarations et mesures racistes (sans-papiers, Roms) et islamophobes. De plus les interdictions de spectacles de Dieudonné le victimisent, en même temps qu'elles constituent des précédents qui pourraient être utilisées demain pour restreindre les libertés démocratiques de ceux qui contestent réellement le système.

Nous devons cependant avoir conscience de l'incapacité actuelle du mouvement ouvrier à défendre les secteurs de la classe ouvrière visés par le racisme, en particulier les musulmans. Cela ouvre un es-

pace à Dieudonné-Soral, qui eux mènent une politique en direction de ceux qu'ils appellent les « Français musulmans d'origine immigrée », dans le but de gagner ce secteur de la classe ouvrière à un projet nationaliste. Ils adoptent un positionnement prétendument anti-système et anti-islamophobie en cherchant à tourner la colère sociale contre un bouc émissaire : les juifs. De manière parallèle aux amalgames islamophobes (musulmans = intégristes = terroristes), Dieudonné et ses amis nourrissent l'identification entre juifs et sionistes en faisant appel aux préjugés antisémites les plus abjects. Plus largement, c'est tout un milieu d'ultra-droite qui est à l'offensive autour de l'opposition au droit à l'IVG, à la « théorie du genre » et du slogan « Hollande démission ».

Si nous rappelons constamment que patronat et gouvernement sont les premiers responsables de la situation en cherchant à unifier les résistances contre eux, nous devons également aller à contre-courant de l'idéologie antisémite nauséabonde de Dieudonné et consort dans nos milieux. La dénonciation de Dieudonné ne doit pas se faire sur un plan moral mais sur un plan de classe (explication de ses liens avec l'extrême droite, démonstration que l'extrême droite sert les intérêts du capital) et anti-impérialiste (lutte contre notre propre impérialisme et son oppression sur les peuples arabo-musulmans et africains subsahariens, lutte contre l'Etat d'Israël). Et cela d'autant plus que cette influence - comme celle de divers groupuscules fascistes - gagne du terrain comme l'a montré en particulier la journée du 26 janvier. Malgré son hétérogénéité, sa réussite doit nous alerter sur les risques de voir l'extrême droite agréger des milieux divers et contribuer à leur radicalisation. La dénonciation de

Dieudonné ne doit pas se faire sur un plan moral mais sur un plan de classe : explication de ses liens avec l'extrême droite, démonstration que l'extrême droite sert les intérêts du capital.

Nous menons donc la bataille idéologique contre les diverses variantes de l'extrême droite. Cependant, nous comprenons que sa montée ne sera balayée que par une contre-offensive du monde du travail. C'est en prouvant que la lutte de classes est capable de résoudre les problèmes que se posent les travailleuses et les travailleurs que l'influence de l'extrême droite reculera de manière décisive. C'est en même temps seulement à partir du mouvement ouvrier organisé et d'un front-unique pour l'action que les tâches d'auto-défense à l'égard d'une éventuelle multiplication des attaques de groupes fascistes peut se poser de façon quelque peu sérieuse. Dans notre matériel, dans les médias, il est important de convaincre les travailleurs de la possibilité d'une alternative à la barbarie capitaliste, d'où l'importance d'articuler le combat contre les attaques du gouvernement et la propagande pour une issue socialiste à la crise.

3/ Fissures au Front de gauche

L'accentuation de l'offensive capitaliste endossée explicitement par Hollande engendre des tensions au sein du FdG, entre le PG et le PCF mais aussi au sein de ce dernier. En période électorale, le PCF par son nombre important d'élus a un intérêt direct à préserver ses relations avec le PS et à ne pas s'opposer frontalement à lui. Cela coûte beaucoup moins cher au PG de dénoncer le gouvernement et de prendre position contre la confiance à ce gouvernement, reprenant à son compte au passage l'expression « opposition

de gauche au gouvernement ». Une opposition qui se situe cependant sur un terrain strictement électoral et institutionnel, les luttes n'étant qu'accessoires. Selon la déclaration du bureau national du PG en date du 20 janvier, sa matérialisation serait... les listes Front de gauche aux municipales, ainsi que les accords locaux passés avec EELV et même, parfois, le PS !

Les contradictions au sein du FdG proviennent aussi de la nature sociale de sa base militante et de sa direction : les échelons intermédiaires de la bureaucratie syndicale qui forment son ossature militante ont une certaine sensibilité à la pression de son milieu social, frappé par la politique du gouvernement. C'est ce qui pousse le FdG à périodiquement adopter une posture en opposition au gouvernement, et à organiser des manifestations dont l'objectif est de canaliser la colère sociale.

Cependant lorsque que le gouvernement s'est trouvé réellement menacé comme lors de la montée du mouvement en Bretagne, où le risque de contagion au reste du pays était réel, la direction du Front de Gauche, dont l'intégration à l'appareil d'Etat doit être mise en évidence et dénoncée, est dans son ensemble montée au créneau et a été à la manœuvre pour protéger le gouvernement contre tout risque de mobilisation populaire.

4/ Faire obstacle au pacte de responsabilité

La bataille pour mettre en échec le pacte de responsabilité sera au centre de notre intervention au cours des mois à venir. Nous devons mener une campagne politique (meetings, affiches, presse du parti, médias) de dénonciation du gouvernement « PS-Medef ». Expliquer à la fois la nature capitaliste de ce gouvernement, la nécessité d'organiser la contre-offensive et celle

de rompre avec le « dialogue social » qui n'est que le nom de la collaboration des organisations qui se réclament des travailleurs avec leurs ennemis directs.

Nous travaillons à unir dans l'action toutes les forces – politiques, syndicales, associatives – qui se déclarent opposées au pacte de responsabilité. En même temps, face à la politique des principales directions syndicales, il devient indispensable de développer, à la fois, des oppositions syndicales et l'auto-organisation des salariés en lutte.

Dans les syndicats, nous menons campagne pour le retrait du pacte de responsabilité, contre la participation des organisations syndicales à la « conférence sociale », contre leur projet de négociation du pacte de responsabilité de même que nous sommes fondamentalement en désaccord avec le programme du PC visant à moduler les cotisations sociales. Nous y proposons un plan d'action et de mobilisation, par la convocation de réunions publiques, d'assemblées générales d'information sur les décisions gouvernementales. Ce plan d'action devrait être rythmé par une première grande journée de grève nationale préparant une lutte d'ensemble, une grève générale, bloquant le fonctionnement de l'économie pour mettre en échec ce pacte. Les journées avancées par la CGT le 6 février et par FO le 18 février sont loin de répondre à cette préoccupation même si nous devons y participer mais pour y défendre une perspective différente, en rupture avec le dialogue social et en opposition claire avec les déclarations visant à accompagner le pacte de stabilité PS/Medef. Nous défendons ces axes en particulier dans la CGT, mais aussi dans la FSU, en cherchant à unifier les différentes structures et courants oppositionnels. A l'approche

de son congrès, nos militants impliqués dans Solidaires, qui se positionne comme « organisation syndicale combative », mènent la bagarre pour qu'une initiative en ce sens soit prise tout en interpellant les autres centrales.

Par ailleurs nous réunissons sur les lieux de travail des salariés syndiqués ou non pour informer, dénoncer et préparer la mobilisation contre le pacte de responsabilité.

5/ « Opposition de gauche » ou construction d'un « pôle ouvrier » et populaire

Nous devons tirer les leçons de la mobilisation en Bretagne. La constitution à l'initiative des camarades du NPA d'un « pôle ouvrier » à partir de salariés des entreprises en lutte autour du mot d'ordre d'interdiction des licenciements était plus qu'une simple tactique juste. C'est la preuve qu'une intervention propre des travailleurs sur leurs propres mots d'ordre est possible dans la situation actuelle malgré toutes les difficultés, et que notre parti peut y jouer un rôle significatif.

Si on transpose la démarche à un niveau national, la constitution d'un « pôle ouvrier » autour d'un programme de mesures anticapitalistes clés qui prendrait la tête d'un vaste mouvement contre le gouvernement et le patronat... c'est exactement la politique que nous cherchons à mener. C'est bien à partir du regroupement de travailleurs en lutte qu'une solution politique tangible, opposée à la fois aux solutions nationalistes et à la politique du gouvernement, peut s'esquisser. Ce n'est pas à partir de l'idée d'une « opposition de gauche » qu'une partie des travailleurs les plus combatifs du mouvement ont commencé à s'organiser indépendamment, encore moins à partir de

l'idée d'une alliance avec la direction du Front de gauche... Si opposition il doit y avoir, c'est une opposition au gouvernement qui vienne des travailleurs eux-mêmes, aidés par les révolutionnaires.

L'« opposition de gauche », selon les dirigeants du PG, cela ne dit pas quel programme permet de répondre à la crise du capitalisme. Si opposition il doit y avoir, elle est « ouvrière » au sens large : les différents secteurs de la classe ouvrière ne peuvent se mobiliser contre leurs ennemis communs (au lieu de s'opposer les uns aux autres) qu'à partir d'un plan d'urgence anticapitaliste : interdiction des licenciements, aucun contrat précaire, annulation de la dette, régularisation de tous les sans-papiers, etc. Nous lions le combat contre les licenciements à l'objectif de l'expropriation des grands groupes capitalistes et de leur gestion par les travailleurs/ses. « Opposition de gauche » ne dit pas non plus quelle force sociale est capable de s'affronter au gouvernement et de fournir la base d'un autre pouvoir. [Amendement rejeté en plénière par A&R, voté par TC/CCR et 1 Y, 10 pour, 14 contre : Comme parti, nous devons articuler ouvertement la défense des revendications et l'objectif du pouvoir des travailleurs/ses s'appuyant sur l'auto-organisation.] Nous ne laissons pas à l'extrême droite nationaliste, raciste et démagogue le monopole du combat contre l'Union européenne : nous nous battons clairement pour en finir avec l'Union européenne soutenue en France par le PS et l'UMP, pour la mise en place d'une Europe socialiste des travailleurs/ses. Enfin, contrairement aux réformistes chauvins du Front de gauche, nous continuons à dénoncer sans relâche l'intervention du gouvernement en Centrafrique et au Mali, la Françafrique en général et toute la

politique impérialiste de la France aux intérêts du patronat.

C'est pour cela que la politique menée jusqu'ici d'encourager de façon systématique des listes communes avec les amis de Mélenchon aux élections municipales (en Bretagne ou ailleurs) est une faute politique cardinale. Le slogan de la délégation des Bonnets rouges au meeting de Saint-Malo, « Poutou welcome, Mélenchon go home », a mis en évidence le caractère contre nature de cette alliance. En voulant privilégier les relations avec le Front de gauche, on ne donne pas de perspectives aux travailleurs qui se mobilisent et on aggrave la confusion politique. Le profil et le programme de la grande majorité des listes unitaires (y compris dans certains cas avec EELV) auxquelles le NPA participe ont une fois de plus permis aux réformistes de peser sur nous plutôt que l'inverse.

Nos campagnes électorales (municipales et européennes) doivent au contraire nous permettre d'élargir nos milieux sympathisants et de recruter de nouveaux membres autour d'une politique de confrontation avec le gouvernement, le patronat. C'est lorsque nous intervenons sur le terrain de la confrontation avec la politique du gouvernement que nous réussissons à polariser les discussions dans des milieux larges, comme l'a prouvé le bon écho des dernières interventions d'Olivier Besancenot dans la presse, ou lorsque Philippe Poutou était publiquement apparu comme celui qui soutenait les travailleurs Bretons.

6/ Notre intervention dans les entreprises et les secteurs

Le rassemblement autour des Goodyear de fin janvier n'a pas débouché sur une proposition claire et nette de rassemblement des forces disponibles pour une mobi-

lisation commune contre les licenciements. Mais il a montré qu'un nombre non négligeable de militants et d'équipes syndicales sont en attente de discussions concernant les moyens de se coordonner.

Chercher à regrouper les boîtes qui licencient, défendre l'idée d'une mobilisation nationale contre les licenciements et les suppressions d'emplois reste un axe essentiel de notre agitation et de notre activité quotidienne. Nous tentons d'impulser une réunion des équipes militantes prêtes à discuter de l'objectif d'une mobilisation commune contre les licenciements et les suppressions d'emplois. Ce qui a manqué jusqu'ici, ce ne sont pas les occasions de s'adresser aux travailleurs en ce sens : c'est une politique, qui consisterait à s'adresser à l'ensemble des travailleurs mais aussi à toutes les couches sociales écrasées par la politique gouvernementale, pour appeler à une mobilisation commune ; une politique qui n'a pas été menée par ceux qui à un moment ou à un autre en ont eus les moyens, comme LO au plus fort de la grève PSA ou la CGT Goodyear quand elle a occupé le centre de l'actualité. Pour ce qui est de Goodyear malgré la combativité des salariés, la stratégie de la direction de la CGT, axée essentiellement sur une bataille juridique et non pas sur l'auto-organisation ouvrière et la convergence des luttes n'a pas permis d'éviter la fermeture de l'usine.

Nous devons donc chercher pas à pas à nous donner les moyens de mener cette politique. La première étape, c'est de s'appuyer sur le bilan positif de la rencontre nationale public-privé et donner les moyens à la CILT de recenser les moyens militants dont nous disposons pour mettre en œuvre notre orientation, secteur par secteur. C'est en mettant en relation en permanence notre orientation avec les moyens

de la mener sur le terrain que nous pourrions graduellement réunifier le parti autour de débats ancrés dans des bilans tirés de l'intervention réelle. Ce travail de centralisation ne pourra que favoriser notre implantation dans les secteurs stratégiques, sans laquelle il est difficile de faire autre chose que commenter les luttes ou au mieux chercher à les influencer de l'extérieur. Nous devons par ailleurs entamer un débat concernant les réponses à donner aux fermetures d'entreprises. Entre les luttes isolées pour des indemnités de licenciement et une lutte généralisée pour l'interdiction des licenciements, les possibilités de développement de la lutte peuvent aussi passer par l'occupation en vue de la réquisition et de la remise en route sous gestion ouvrière.

Dans l'Éducation nationale, plusieurs mobilisations locales (Landes, 92) ont fait suite aux annonces des Dotations horaires globales. Un mouvement se développe également dans les ESPE (ex-IUFM). Nous cherchons à étendre ces mobilisations géographiquement et vers la jeunesse (lycéens). Les axes revendicatifs essentiels pour les enseignants sont les questions budgétaires. Les mots d'ordre particuliers au 1er degré restent centrés autour des rythmes scolaires ; dans le 2nd degré, le milieu est d'avantage mobilisé sur la question du statut qui rejoint sur certains points les préoccupations de leur collègues du primaire sur la question de l'annualisation du temps de travail ou la mise en cause du cadre du cadre national de l'éducation nationale. ... c'est la défense du statut de fonctionnaire. Au-delà des mots d'ordre unifiants, nous expliquons également que c'est en additionnant ses propres forces avec celles des différents métiers que chacun a le plus de chance de gagner sur ses propres revendica-

tions. En ce sens, nous menons le combat, dans les syndicats, notamment ceux majoritaires de la FSU, et dans les AG de prof-e-s, pour une grève nationale de l'Éducation au retour des vacances d'hiver.

À la SNCF, en attendant les élections professionnelles, les directions syndicales ne se préoccupent pas de préparer l'affrontement contre la future réforme ferroviaire, dont l'adoption est planifiée en juin. Des débrayages locaux en réaction aux agressions de conducteurs ou de contrôleurs montrent que la situation est tendue. Nous argumentons en faveur de la préparation d'une mobilisation nationale du secteur autour du rejet de la réforme ferroviaire, contre les suppressions d'emplois et pour l'augmentation des salaires, sans attendre le résultat des élections professionnelles.

À La Poste, une bataille a été menée à l'initiative des militants du NPA et d'autres dans SUD-PTT en faveur d'une journée de grève nationale de l'ensemble du secteur, pour tenter de commencer à surmonter l'émiettement géographique et par métiers des luttes. A la veille d'annonces que la direction du Groupe et le gouvernement veulent fracassantes, la question d'une grève nationale est aujourd'hui à l'ordre du jour de l'intersyndicale du secteur. Nous militons dans la CGT et dans SUD pour fédérer les luttes locales dispersées, pour tisser des liens entre les métiers et pour que la journée de grève nationale probable ne soit pas sans lendemain. Nous convoquons là où nous le pouvons des AG de ville, départementales ou ré-

gionales de postiers syndiqués ou non pour discuter de ces perspectives.

Dans l'auto, à Renault, la CGT a attaqué l'Accord de compétitivité devant les tribunaux. Il en résulte la possibilité pour les équipes syndicales CGT de remobiliser les salariés en vue de bloquer l'application de l'accord dans les établissements de fabrication. Ce qui suppose de mener bataille au sein de la CGT pour surmonter l'obstacle que constitue le chantage aux fermetures de sites.

7/ La défense du droit à l'avortement

Parce que le droit à l'IVG est une question qui concerne directement l'ensemble des femmes, les mobilisations actuelles peuvent aider à relancer le mouvement féministe sur des bases de masse. Le succès des manifestations du 1er février (40.000 personnes dans tout la France) montre que c'est possible. Par ailleurs, les restrictions en matière du droit à l'avortement pénalisent davantage les femmes travailleuses et des milieux populaires, qui n'auraient pas les moyens de se payer un IVG à l'étranger et seraient contraintes de risquer leurs vies en pratiquant des avortements clandestins. Nous combinons donc la construction d'un mouvement large et unitaire contre les attaques concernant ce droit fondamental avec un discours de classe. La dimension internationale de la bataille est importante : ce qui se déroule dans l'Etat espagnol influe directement sur le rapport de forces en France

et en Europe. Mais il y a aussi une actualité directe dans notre pays, car si Hollande-Ayrault, Touraine et Valaud-Belkacem se présentent comme de grands défenseurs du droit à l'avortement, ils le mettent en cause dans la pratique par leur politique d'austérité à l'hôpital, ponctuée de fermetures de centres d'IVG. Dans notre intervention de parti, nous combinons donc la solidarité envers le mouvement de l'Etat espagnol, la nécessité d'imposer ou défendre le droit à l'avortement dans toute l'Europe, avec une lutte contre la politique du gouvernement, sur ce terrain-là également.

8/ La bataille de Notre-Dame-des-Landes

Les arrêtés préfectoraux autorisant le début des travaux préparatoires et les déclarations gouvernementales faites dans le même sens donnent une nouvelle urgence à la lutte contre le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. La manifestation du 22 février à Nantes sera un moment important dans cette bataille, qui s'oppose frontalement au gouvernement à travers la personne du Premier ministre, auteur et responsable du projet. Le fait que parmi les nombreux secteurs qui y appellent figurent une partie des Bonnets rouges bretons signifie aussi qu'elle pourrait constituer une étape vers la convergence des luttes. Cela renforce la nécessité pour le NPA d'en faire une échéance centrale de mobilisation.

A&R, TC et CCR,
le 2 février 2014

INTERNATIONAL

Ukraine : pas d'issue sans mobilisation indépendante de la classe ouvrière !



Soulèvement populaire contre le pouvoir oligarchique de Ianoukovitch et prise du pouvoir par les partis pro-UE et l'extrême-droite

Depuis 3 mois, la mobilisation contre Ianoukovitch se développait suite à son refus de signer un accord d'association avec l'Union européenne. Cette mobilisation était très importante, ponctuée par des manifestations sans précédent depuis la prétendue « révolution orange » de 2004. Même si la droite pro-UE et l'extrême droite ont profité de la décision de Ianou-

kovitch pour se mettre sur le devant de la scène, les masses mobilisées ont exprimé leur rejet d'un régime autoritaire et corrompu (calqué sur celui de la Russie), et leur aspiration à une vie meilleure, aux droits de l'homme et à une véritable démocratie. Pour elles, l'accord d'association avec l'UE était synonyme de réforme politique, de transparence, et de rapprochement du niveau de vie occidental. Il ne faut donc pas confondre les motivations des manifestant-e-s et celles des forces politiques qui ont instrumentalisé la colère populaire pour se remettre en selle et reconquérir le pouvoir.

Poids de l'extrême droite et répression terrible des manifestant-e-s

L'extrême-droite¹ n'influait directement qu'une minorité des manifestants, mais elle était aux avant-postes des affrontements avec la police : principalement Svoboda (représenté au parlement) et « Secteur Droit », qui considère Svoboda comme trop « libéral ». La terrible répression du régime et le choix de l'extrême-droite de militariser le conflit ont conduit à un engrenage menant à des affrontements de plus en plus durs, avec de premiers morts.

1. Pour en savoir plus sur l'extrême droite ukrainienne, cf. <http://zec.blogs.letelegramme.com/apps/m/archive/2014/02/21/l-extreme-droite-en-ukraine-svoboda.html>

Les 19 et 20 février, un saut qualitatif a été franchi avec des affrontements à balles réelles, au prix de 80 tué-e-s et de milliers de blessé-e-s, y compris des militant-e-s de gauche. Dans la nuit du 20 au 21 février, sous la pression de l'Union européenne et des États-Unis, un compromis était signé entre le pouvoir et l'opposition parlementaire. Mais le lendemain, la foule (autour de 30 000 personnes) réunie place Maïdan a refusé le compromis entre politiciens, et le « Secteur Droit » a annoncé son refus de déposer les armes et son intention de lancer l'assaut contre le palais présidentiel si Ianoukovitch n'était pas démis de ses fonctions.

Nouveau gouvernement pro-Union européenne

Le 22 février, Ianoukovitch était lâché par une partie de sa majorité (parti des régions) et par les forces de répression (qui avaient mystérieusement disparues). Sous pression (de la rue et des hommes en armes qui les entouraient), le parlement, avec un tiers de ses membres absents, a voté la révocation de Ianoukovitch et la libération de Timochenko. Le président du parlement (membre du parti des régions) a annoncé sa démission pour « raisons de santé » (comme au bon vieux temps...) et a été remplacé par Tourtchinov, un très proche de Timochenko. Ce dernier est désormais le président par intérim, avant une prochaine élection présidentielle fixée pour le moment au 25 mai.

Un autre proche de Timochenko a été nommé premier ministre (Iatseniouk) et la composition du nouveau gouvernement a été « présentée » à la foule de Maïdan, pour donner le sentiment d'un adoubement populaire. Svoboda compte désormais 3 ministres au gouvernement. Il s'agit d'un gouvernement néolibéral, au-

quel participe des ministres fascistes, et qui s'apprête à mettre en œuvre les réformes exigées par l'impérialisme occidental, c'est-à-dire l'Union européenne et les États-Unis.

De graves menaces planent sur les libertés démocratiques. Dans l'ouest du pays, Svoboda dirige 3 régions, où ils ont interdit le PC et le parti des régions, imposant leur dictature, qui est déjà effective là bas. Ils veulent désormais décapiter le PC. Un projet de loi a été déposé au parlement pour faire interdire ce parti. Le 24 février, les locaux du PC à Kiev ont été saccagés par des fascistes. Pour l'heure, la désorganisation générale permet aux milices fascistes de se déployer de façon inquiétante.

Une chose est sûre à court terme : l'extrême droite sort renforcée de la mobilisation du Maïdan. Elle peut s'attribuer le mérite d'avoir mis en échec la solution négociée entre l'opposition modérée et Ianoukovitch. Elle va sans doute recruter et ses milices vont se renforcer, exerçant une pression constante sur le gouvernement. Le risque est élevé que ces milices fusionnent avec la police et soient envoyées comme troupes de choc pour casser les résistances ouvrières, notamment dans l'est du pays, et pour détruire les groupes de gauche et d'extrême gauche qui essaient eux aussi de se construire dans la nouvelle situation.

En outre, l'Ukraine est désormais au bord du défaut de paiement sur sa dette. La nouvelle configuration politique va permettre à l'UE et au FMI d'imposer une cure d'austérité sans précédent en contrepartie d'un nouveau prêt. Le tournant pro-UE du nouveau pouvoir va avoir très rapidement un goût très amer pour les travailleurs/ses — qui ont déjà subi une dure politique de privatisations, de pillage et de régression

sociale de la part de Ianoukovitch et de l'oligarchie ces dernières années.

Intervention russe et manifestations contre le nouveau gouvernement dans l'est du pays

Comme on pouvait s'y attendre, le nouveau pouvoir a de grosses difficultés à imposer son emprise à l'ensemble du pays, malgré le soutien des impérialistes occidentaux. Le congrès des représentants des régions du sud-est de l'Ukraine ne reconnaît pas la légitimité des décisions du parlement. Des manifestations contre le nouveau pouvoir ont eu lieu immédiatement à Sébastopol (Crimée) ou à Odessa. A Kharkiv (deuxième ville du pays), les néo-nazis du « Secteur Droit » ont occupé quelques heures le siège du gouvernement régional, et des milices sont apparues, notamment pour protéger les statues de Lénine, cible privilégiée des fascistes. Sous l'influence de l'extrême droite, une décision du parlement visant à limiter l'usage du russe (langue majoritaire dans l'est du pays) a contribué à mettre le feu aux poudres dans l'est de l'Ukraine. Samedi 1er mars, d'importantes manifestations dans l'est du pays (notamment à Kharkiv et Donetsk) ont tourné à l'insurrection contre le nouveau gouvernement. Les bâtiments officiels ont été pris d'assaut et le drapeau russe a été hissé.

Si l'incertitude a plané pendant quelques jours sur la réaction de la Russie, les choses se sont accélérées ces dernières heures. La priorité de Poutine est de garder la Crimée (région autonome peuplée d'une majorité de Russes) sous son contrôle. Il a pour cela demandé et obtenu 1^{er} mars le soutien de son parlement pour une intervention armée en Ukraine.

La situation est donc plus incertaine et chaotique que jamais, avec une division de plus en plus nette entre l'Ouest et l'Est de l'Ukraine, et d'une montée correspondante des tensions entre l'impérialisme occidental et la Russie. Tous les scénarios sont envisageables, mais l'offensive russe vise sans doute à imposer à l'impérialisme occidental une négociation (sur le dos des Ukrainien-ne-s) débouchant sur la fédéralisation de l'Ukraine, entre l'Ouest sous influence occidentale et l'Est sous influence russe.

Retour rapide sur les causes de la crise politique

L'Ukraine est prise en tenaille entre l'UE et la Russie, et divisée entre le sud et l'est du pays, russophone et industriel, et l'ouest du pays, plus rural et davantage tourné vers l'Europe. En 2010, le dirigeant du parti des régions, Ianoukovitch, est élu président de la République. Historiquement lié à la Russie, il tente de concilier les intérêts des oligarques de l'ouest et de l'est, et entame des discussions en vue d'un rapprochement avec l'UE.

A l'autonome 2013, un accord d'association entre l'UE et l'Ukraine semble sur le point d'aboutir. Cet accord, outre les exigences impérialistes de « réformes globales », se traduirait par la suppression de tout ce qui limite les échanges commerciaux entre l'Europe et l'Ukraine. Compte tenu du différentiel de productivité, cela se traduirait par l'invasion des produits européens en Ukraine, et accroîtrait le déficit commercial ukrainien avec l'UE (qui est déjà important) de façon abyssale. Ce serait avant tout l'industrie ukrainienne (principalement l'Est du pays, mais aussi les entreprises de l'Ouest) qui serait dévastée. Les oligarques pourraient alors s'appuyer sur les conséquences de l'accord

pour baisser les salaires et remettre en cause les acquis sociaux.

Les menaces de la Russie et les premières mesures de rétorsion ont entraîné une volte-face de Ianoukovitch qui a refusé de signer en novembre dernier l'accord d'association. Immédiatement, la troïka de l'opposition (« Patrie » de Timochenko, « Udar » de l'ancien boxeur Klitchko lié à la CDU allemande, et « Svoboda ») a appelé à des rassemblements de protestation. La confusion politique a été d'emblée forte puisque se sont retrouvés pêle-mêle à la fois les partisans libéraux de l'accord avec l'UE, les fascistes voulant profiter de la situation et des gens de gauche mus par la haine légitime du régime pourri de Ianoukovitch. C'est pourquoi peu de revendications sociales ont réussi à émerger de ces rassemblements, ou ont été vite marginalisées. Les appels à la grève lancés par l'opposition ont été très peu suivis et il n'y a pas eu non plus de manifestations significatives dans les gros centres ouvriers de l'est du pays. Le prolétariat n'est donc pas apparu au cours de la mobilisation comme un sujet collectif, avec ses objectifs propres.

Principale force politique organisée, l'extrême droite a eu un rôle important, prenant l'initiative des occupations de bâtiments officiels, saccageant et pillant les locaux de la KVPU (Confédération des syndicats libres de l'Ukraine), chassant les militant-e-s de gauche qui cherchaient à rejoindre le mouvement. Mi-janvier, le vote de lois ultra-répressives et l'intervention de voyous payés par le régime a marqué un premier tournant, avant les 80 morts des 19 et 20 février.

La faiblesse politique du mouvement ouvrier ukrainien

Troisième force politique du pays lors des élections législatives

de 2012 (13,5% des voix), le parti communiste (ex-stalinien) est surtout implanté dans l'est, mais il est également présent à l'ouest. Même si le PC s'opposait en paroles à la politique économique de Ianoukovitch (notamment à ses réformes de la santé et des retraites) et aux oligarques en général, son orientation réformiste et légaliste l'a conduit à épargner le gouvernement. Davantage soutien critique que véritable opposant, le PC n'a pas cherché à incarner une alternative politique au gouvernement et à l'opposition pro-UE. Il n'a impulsé aucun rassemblement, et a simplement cherché une issue institutionnelle (un référendum) à la crise.

L'extrême gauche a participé aux mobilisations, notamment en protégeant les manifestant-e-s contre les exactions policières, jusque dans les hôpitaux. Mais elle très faible et s'est divisée sur la tactique à suivre dans la crise des trois derniers mois. Une partie de l'extrême-gauche (notamment le groupe « Opposition de gauche » ou différents groupes libertaires) a cherché à constituer un pôle de gauche dans les rassemblements sur la place Maïdan. Ces tentatives n'ont pas été couronnées de succès, notamment en raison du refus de l'extrême-droite de les laisser s'organiser sur la place. Le groupe « Opposition de gauche » a néanmoins diffusé largement un manifeste sous forme de « Dix thèses » popularisant la nécessité d'un gouvernement des travailleurs et d'une nationalisation des secteurs clés de l'industrie. Une autre partie de l'extrême gauche (notamment le groupe Borotba) a refusé d'appeler à la mobilisation de la place Maïdan, rejetant toute alliance de fait avec les groupes réactionnaires. Pris pour cible par les fascistes, Borotba a néanmoins réussi à organiser des rassemblements (très faibles) sur des revendications ou-

vières. L'enjeu était en effet de construire une mobilisation indépendante de la classe ouvrière sur des revendications démocratiques et sociales, contre le pillage de l'économie par l'ensemble des oligarques, aussi bien ceux liés à Ianoukovitch et à la Russie que ceux reconvertis en chantres de l'Union européenne et des États-Unis.

Pour une issue ouvrière et socialiste à la crise !

Rien n'est encore joué et, en un sens, tout commence avec la nouvelle situation ouverte par la chute de Ianoukovitch. Même si les forces de droite pro-UE et d'extrême droite avaient un rôle dirigeant à Maïdan, des progressistes étaient présents. Les étudiant-e-s occupent le ministère de l'éducation et l'influence de la gauche n'y est pas nulle : selon une étudiante qui nous a communiqué ces informations, l'« assemblée étudiante » qui s'y réunit organise la solidarité étudiante et discute des réformes de l'université, les débats vont bon train, y compris sur la grève générale... De même, les « gardes d'hôpitaux » ont été assurées pour garantir l'accès aux soins à chacun-

e et y interdire l'intervention des forces de répression. Ces premiers éléments d'auto-organisation sont fragiles, mais montrent la voie.

Le prolétariat, de l'Est comme de l'Ouest, n'avait pas d'amis dans un conflit avant tout inter-impérialiste et interne à la bourgeoisie ukrainienne, et il n'a pas pu intervenir sur une base propre, opposée aux deux camps oligarchiques. Si les prolétaires sont maintenant débarrassés d'un tyran, ils en ont de nouveaux. En outre, l'essor des groupes fascistes met à l'ordre du jour immédiatement une riposte d'ampleur pour éliminer la gangrène. L'enjeu décisif des semaines à venir est de développer l'auto-organisation en opposition au nouveau gouvernement et aux oligarques qui ont fait ou vont faire allégeance à la Russie dans l'est du pays.

- **Ni Ianoukovitch, ni ce nouveau gouvernement des vassaux de l'impérialisme occidental et de leurs alliés néonazis !**
- **Contre toute partition de l'Ukraine entre la Russie et l'Union européenne !**

- **Unités des organisations du mouvement ouvrier pour la défense des libertés démocratiques, des emplois et des salaires**
- **Pour la constitution de groupes d'autodéfense des ouvriers et des étudiant-e-s contre les forces répressives et les milices fascistes !**
- **A bas l'accord d'association UE-Ukraine, arme de destruction massive des acquis sociaux des travailleurs ukrainiens !**
- **Aucun licenciement ! Expropriation des oligarques et nationalisation sous contrôle ouvrier des grandes entreprises !**
- **Pour en finir avec le pouvoir de la bourgeoisie (lié à l'occident ou à la Russie), il faut que le prolétariat se mobilise sur ses revendications de classe et se fixe l'objectif de conquérir le pouvoir politique !**

Gaston Lefranc,
le 01 mars 2014

INTERNATIONAL

Les renforts contre la Centrafrique : retrait des troupes !



Le gouvernement Hollande envisage d'envoyer 400 militaires en renfort en Centrafrique. Ce serait pour répondre à la supplique de Catherine Samba Panza, présidente par intérim du pays, qui souhaiterait voir les troupes françaises prolonger leur « mission », censée être courte, jusqu'en 2015.

Le prétexte est tout trouvé : la crise se cristallise sur un conflit inter-communautaire et continue à faire des morts, la famine menace... Mais il ne s'agit pourtant pas de voler au secours d'un pays et d'un peuple, mais de défendre encore et toujours la stabilité d'une région précieuse, notamment de ses sous-sols. Les patrons et dirigeants français veulent hypocrite-

ment « mettre fin aux violences politiques » parce que les institutions qui font régner l'ordre sont menacées, et donc leurs affaires avec. En revanche la situation « normale » dans laquelle les habitants meurent de misère, de violence sociale, tout cela leur convient.

Les organisations du mouvement ouvrier en France restent dans une indifférence coupable, car elles devraient être au premier rang pour démonter la domination que l'Etat français impose « en notre nom » aux « françafricain-e-s ». Et à l'opposé, le Parti de Gauche défend de façon scandaleuse l'invasion française depuis le début, relayant non seulement les masques du « droit international » et

de l'ONU, mais aussi les intérêts crasses d'Areva :

« C'est légitime, le gouvernement n'interviendrait pas si nos intérêts nationaux n'étaient pas en jeu. En l'espèce, il s'agit notamment de l'uranium. L'alimentation énergétique de notre pays dépend de cette ressource que notre sous-sol ne produit guère. La Centrafrique dispose du gisement de Bakuma et de frontières stratégiques avec des voisins dotés du précieux minéral. Tant que le nucléaire restera la première source de production d'électricité dans notre pays, la France devra contrôler des gouvernements qui détiennent la clé des mines africaines. »¹

Quels intérêts nationaux ?

1. François Delapierre, Parti de Gauche <http://www.lepartidegauche.fr/actualites/edito/la-centrafrique-l-armorique-26204>

Ceux des 600 patrons qui se sont réunis à l'occasion du sommet France-Afrique des 6-7 décembre pour lorgner de « nouveaux marchés en Afrique » ?

La Centrafrique fait partie de ces pays qui paient une rente permanente à la France via la dette, remboursée de nombreuses fois mais toujours maintenue par les mécanismes néo-coloniaux : sous-industrialisation, commerce inégal, faibles taxes payées par les multinationales... On ne peut pas dénoncer la classe corrompue au pouvoir sans dénoncer les discrets corrupteurs. La France a installé ou fait tomber tous les chefs d'Etat que ce pays a compté depuis la fin du XIXème siècle jusqu'au dictateur Bozizé, encore accueilli à l'Élysée en 2007... et jusqu'à la prési-

dente Catherine Samba Panza qui demande plus de troupes.

Comme le signale l'association Survie :

« Celle-ci a un parcours particulièrement francophile : elle a fait toutes ses études à Paris (à l'université Paris II – Assas) et son cabinet de courtage d'assurance est majoritairement tenu par l'assureur français Gras Savoye. Cette femme d'affaires semble aussi avoir ses entrées dans les cercles politiques français. Une pétition pour sa candidature à la présidence a, par exemple, été soutenue par Françoise Hostalier, ancienne Secrétaire d'État sous le gouvernement d'Alain Juppé. »

Le seul débat qui agite la bourgeoisie française est celui avec ses concurrentes au sujet de l'aide militaire d'autres pays, dans quelle

mesure, etc. Même si l'ONU et l'Union européenne envisagent des renforts, ils prennent garde de laisser à l'État français l'essentiel des dépenses, puisqu'il s'agit essentiellement d'une intervention dans son intérêt. Hollande et Le Drian (ministre de la « Défense ») débloquent de toute façon les moyens nécessaires, ce sont pour eux des frais de fonctionnement de l'impérialisme français.

- **Retrait des troupes néo-coloniales françaises !**
- **Annulation de la dette de la Centrafrique !**
- **Expropriation d'Areva !**

Ernest Everhard ,
le 19 février 2014

INTERNATIONAL

Italie : « Crise » ou « fin » du mouvement ouvrier traditionnel ?

La crise du système capitaliste inaugurée en 2008 touche durement l'Europe et plus particulièrement les pays du Sud de l'Europe : Portugal, Espagne, Italie, Grèce, Chypre... Si chacun de ces pays fait régulièrement la une de l'actualité suite à des mouvements de contestations importants, les mobilisations italiennes demeurent plus confidentielles, du moins voilées par les frasques du politicien ayant le plus marqué la vie politique italienne ces 20 dernières années : Silvio Berlusconi. L'état de la « gauche italienne » et la disparition récente de Sinistra Critica (section italienne du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale, séparée en deux groupements, un parti en continuité : Sinistra Anticapitalista, et une organisation aux structures plus diffuses : Solidarieta Internazionale), nous

poussent à nous interroger sur l'évolution des organisations du mouvement ouvrier italien ainsi que les raisons d'une énième scission des organisations héritières de Trotsky, qui prend cette fois-ci une forme plus inattendue.

Débâcle historique des communistes et socialistes, soumission des syndicats

La déroute de la gauche italienne n'est pas un phénomène nouveau. On peut dire de façon globale qu'il s'agit d'une longue décomposition qui s'est manifestée partout en Europe dans les partis communistes et partis sociaux-démocrates. Cependant, en Italie, la vitesse et la profondeur de ces mutations et adaptations politiques a été particulièrement frappante.

Le Parti Communiste Italien renaît après la chute de Mussolini à la fin de la Seconde guerre mondiale. Il participe d'entrée à la reconstruction du pays, conformément aux directives de Staline dans le cadre du « partage du monde » signé à Yalta avec les États-Unis et la Grande Bretagne. Alors que le pays est traversé par des troubles majeurs, le PCI accepte un référendum sur le maintien ou la suppression de la monarchie totalement discréditée, puis après le résultat mettant en place une République, il participe à la rédaction de la nouvelle constitution en collaboration avec les socialistes, mais aussi avec la Démocratie chrétienne. Situation analogue à la France à la même période : le PCF et le PCI sont d'ailleurs très proches quant à leur poids national respectif. Aux premières élections, le PCI

obtient 20% des sièges à la Chambre des députés. Le PCI n'a d'ailleurs pas uniquement un poids politique, il est également très présent dans la vie culturelle et intellectuelle du pays ; beaucoup d'artistes, de réalisateurs et d'intellectuels sont des compagnons de route du PCI ; il polarise les débats.

Prenant ses aises dans les sphères institutionnelles et les débats de société, malgré son implantation dans la classe ouvrière via la principale confédération syndicale qu'il contrôle (la CGIL) le PCI va cesser de promouvoir les conquêtes par les luttes et de mobiliser les éléments de sa classe pour se concentrer sur le parlementarisme bourgeois. Et, comme en France, dès 1947 les communistes sont « remerciés » pour leur servilité et mis à l'écart du pouvoir. Le PCI ne cessera de donner toujours plus de gages de sa modération pour revenir sur la scène politique. Les oppositionnels de gauche sont mis à l'écart, voire exclus, alors que des carriéristes prêts aux compromissions sont cooptés à la tête du parti. Le vide laissé par le PCI à sa propre place va alors donner naissance – fin des années 1970, années 1980 – aux mouvances autonomes ou encore aux Brigades Rouges, adeptes des actions minoritaires, spontanées et « insurrectionnelles ». Le terrain idéologique et culturel va aussi lui échapper. Face à l'ultra-gauche italienne, le PCI va au contraire redoubler d'efforts pour s'afficher comme respectable, pour prendre encore plus ses distances avec le mouvement de classe réel et s'acoquiner au gouvernement volontairement avec la Démocratie Chrétienne.

Le PCI est l'un des premiers partis communistes à avoir affirmé son indépendance vis-à-vis de Moscou et à s'en être détaché politiquement. Mais cela a été le reflet non pas d'une évolution

vers la gauche (trotskiste ou autre), mais d'une adaptation à l'économie de marché. Avant même la chute de l'URSS et la disparition du Parti Communiste d'Union Soviétique, le PCI change de nom pour devenir un « Parti Démocrate de Gauche » (PDS en italien), abandonnant le projet communiste, la subversion et le renversement du capitalisme (même graduel), la lutte des classes... Mais à ce moment-là le déclin est déjà à marche forcée. C'est au début des années 1980 que le PCI est au faite de sa puissance électorale, avec 30% des voix qui lui font espérer parvenir au pouvoir par la voie légale. La chute des années suivantes n'en est que plus spectaculaire...

Comme partout en Europe, les années 80 et l'émergence du néolibéralisme vont accentuer la tendance des partis de gauche et des directions syndicales à adopter des politiques capitalistes et pro-patronales. En Italie, le néolibéralisme comme politique et comme idéologie va s'imprégner en profondeur. En parallèle des reculs sociaux, le pays va connaître une multiplication des scandales politiques et de corruption, entraînant un dégoût de plus en plus net de la population pour les questions politiques et, en l'absence de luttes sociales unitaires, vers un individualisme exacerbé de façon beaucoup plus profonde que dans les autres pays occidentaux.

C'est dans ce contexte qu'apparaît politiquement et surtout médiatiquement Silvio Berlusconi au milieu des années 1990. Se présentant comme le Messie anticorruption, ce patron d'un empire médiatique (6e fortune du pays) va réussir par son discours populiste à polariser la politique italienne. Il est le Président du Conseil des Ministres à la plus grande longévité : environ 8 ans à ce poste sur 15 ans, sans compter les innombrables

mandats de ministre. Et il va lui-même rapidement profiter de la corruption qu'il dénonçait. L'opposition à sa gauche et en particulier le Parti démocrate va alors glisser toujours plus sur le terrain de Berlusconi, sur l'immigration comme sur les sujets économiques et sociaux. Cette « gauche » va même réussir à avoir l'appui complet de la bourgeoisie pour son retour au pouvoir en 2006. Berlusconi avait en effet tendance à favoriser trop ouvertement ses propres affaires. Alors que son gouvernement était celui « d'un seul patron », la coalition dite de « centre-gauche » de Romano Prodi va véritablement se faire reconnaître comme le gouvernement « de tous les patrons ».

Quant au mouvement syndical, il a vécu une mutation analogue. À la sortie de la Seconde guerre mondiale, la classe ouvrière est dotée d'un syndicat unique, la CGIL, qui participe activement à la reconstruction capitaliste du pays. Celui-ci va se morceler selon les différents courants qui l'influencent : scission des démocrates chrétiens qui vont fonder la CISL dès 1948, scission des socialistes et républicains de gauche en 1950 qui créent l'UIL. La CISL tout comme l'UIL sont devenus des syndicats tout aussi dociles que la CFDT en France, avant tout « partenaires » du patronat et des gouvernements successifs, se satisfaisant des négociations dans les limites du cadre fixé par les capitalistes. La CGIL se définit encore à leur gauche, mais tout comme la CGT française, elle n'organise pas de vraie riposte des travailleur-se-s, et prend souvent prétexte de la nécessité de l'unité avec ses deux compères de droite (qui n'en veulent pas) pour ne rien faire. Les contre-réformes passent donc sans résistances importantes de la classe ouvrière.

De façon générale, l'intégration des syndicats à l'appareil d'État

en Italie est encore plus poussée qu'en France. Une modification de la Constitution adoptée il y a quelque temps définit qu'un syndicat est reconnu par l'État – et peut donc jouir des droits de représentativité – à la seule condition qu'il reconnaisse la base de négociation et les limites posées par le gouvernement et le patronat. Cette réforme de la Constitution a été obtenue dans la passivité syndicale, sous prétexte qu'elle implique également que le patronat respecte ses engagements (pas bien dur de respecter ce qu'on avait déjà choisi de laisser passer avant l'ouverture des négociations !).

Vide politique et poussées populistes

Aujourd'hui en Italie, nous pouvons dire que les partis qui ont structuré historiquement la classe ouvrière (PC/PS) n'existent plus – le PCI étant devenu un « Parti Démocrate » ordinaire, du centre et bourgeois, et le PS ayant déjà rendu l'âme. Cette histoire du XXe siècle ouvrier est maintenant enterrée. Les mutations du PCI ont cependant accouché d'un rejeton qui s'est voulu un temps continuateur de la lutte de classe : le Parti de la Refondation Communiste. Parallèlement, les deux partis principaux sont particulièrement faibles et discrédités. L'accord avec les autres dirigeants européens pour mettre en place le gouvernement « technique » de Monti en 2011 a mis à nu la fragilité de cette situation, où la bourgeoisie ne dispose d'aucune force stable pour être à la tête de sa « démocratie ».

En l'absence de perspective dans la voie de la lutte de classe, les ressentiments populaires s'expriment très confusément. Ils peuvent être dirigés contre « ceux

d'en haut » (ultra-riches, politiciens corrompus) et contre ceux d'en bas (immigrés notamment). Dans ces conditions, la crise des partis institutionnels profite à des personnalités populistes émergentes comme Beppe Grillo. Cet ex-humoriste et son « mouvement 5 étoiles » défend des propositions mi-réactionnaires, mi-utopiques : soutien aux petites et moyennes entreprises, luttes écologiques (contre le train à grande vitesse), lutte anti-corruption, refus de l'austérité, hostilité populiste à l'Union européenne... Il prône une démocratie directe soi-disant réalisée dans l'organisation par réseaux sociaux de son mouvement, mais établit dans le même temps un vrai pouvoir personnel, veut interdire les syndicats...

Début décembre, un nouveau mouvement de protestation s'est fait entendre en Italie, effectuant parfois des actions destructrices, appelé « Forconi », « les fourches », référence à la révolte des petits paysans propriétaires au Moyen-Âge, tout comme en Bretagne nous avons nos « Bonnets rouges ». Les Forconi sont un mouvement de petits commerçants qui plongent à cause de la crise, et qui dénoncent la politique du gouvernement qui obéit avant tout aux désirs des grands patrons. Cette petite bourgeoisie se retrouve, en l'absence de mouvement de classe des travailleurs, sous influence de l'extrême droite.

Cette décomposition de la « démocratie » capitaliste et cette montée du populisme, commencée sous l'ère Berlusconi, ne peut que croître, car la crise du système est inscrite sur la durée, et ces divers mouvements sont incapables d'y changer quoi que ce soit.

La section italienne du SU-QI¹ : de Rifondazione à Sinistra Anticapitalista

Le Parti de la Refondation Communiste, « Rifondazione Comunista », appelé parfois tout simplement « Rifondazione » est fondé par ceux qui refusent la mutation de 1991 du PCI en Parti démocrate. Mais il s'agit plus d'un conservatisme que d'une radicalisation à gauche. D'entrée, Rifondazione est défini comme un parti ouvrier mais réformiste, destiné à occuper la place politique laissée vacante par la disparition du PCI.

C'est aussi un projet soutenu par le Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale (SU-QI) dans la continuité des choix entrepris dans les congrès du milieu des années 80 : la volonté de construire des « partis anticapitalistes larges » – non sur la base de mouvements de masse cherchant à se doter d'une expression politique, mais en renonçant à la construction de partis trotskystes.

La logique réformiste a malheureusement débordé les militant-e-s du SU au sein de Rifondazione. Rifondazione se retrouve en effet à deux reprises dans des gouvernements de coalition pilotés par Romano Prodi, qui mènent une politique pro-capitaliste à chaque fois. Ces gouvernements n'ont eu pour délimitation que « tout sauf Berlusconi ». Les poids respectifs étaient tels que la coalition de centre-gauche ne pouvait se passer de Rifondazione pour constituer son gouvernement. Comme tout parti réformiste où l'influence institutionnelle prend plus d'importance que la lutte sur le terrain, Rifondazione collabora pour ne pas être tenu responsable du retour au pouvoir de Berlusconi.

1. Le Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale est une organisation internationale se revendiquant de la Quatrième Internationale fondée par Trotsky. C'est le courant international auquel appartenait la LCR.

Les membres du SU, organisés en tendance au sein de Rifondazione sous le nom de Sinistra Critica, soutiennent de fait cette politique, notamment au Parlement où ils ont des élus après les élections de 2006, sous prétexte du « moindre mal », votant des mesures budgétaires d'austérité et cautionnant même l'envoi de troupes en Afghanistan !²

Cependant, Sinistra Critica ne va pas tenir la contradiction et démissionnera (tout en s'arrangeant pour transférer ses sièges aux membres de Rifondazione plutôt que de risquer de faire chuter la coalition si les sièges changent de camp politique lors de l'élection partielle). Elle scissionne finalement avec Rifondazione fin 2007.



Mais Sinistra Critica est mal préparée. En effet, les militantes n'ont construit que trop peu d'élaboration depuis l'émergence de Rifondazione sur le champ institutionnel, cherchant seulement à freiner la dérive opportuniste de Rifondazione. Eux-mêmes avouent qu'il s'agissait de « cuisine » pour présenter un plat comestible quoique pas très fin, de « bricolage » pour éviter à la charpente de s'effondrer. Mais à peine formé le parti se lance corps et âme dans les élections législatives anticipées de 2008, pour ne recueillir que 0,46 % des voix. Ce revers accroît les difficultés internes (crise de trésorerie,

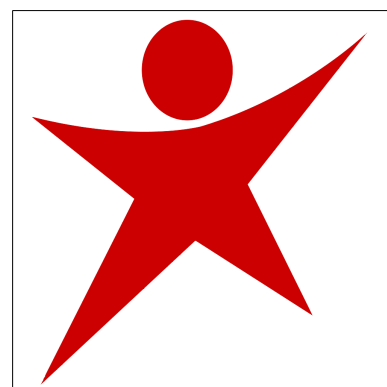
abandon de postes de permanents politiques...).

En 2013, alors que la crise s'approfondit en Italie, sans que la riposte ouvrière soit à la hauteur, un nouveau débat émerge au sein de Sinistra Critica. La section italienne du SUQI, considérant que « la subjectivité ouvrière, la classe pour soi, n'est plus présente », en est arrivée à se diviser en deux moitiés lors de son dernier congrès, qui ont donné naissance à deux organisations radicalement différentes :

— **Sinistra Anticapitalista** parle de « crise » de la conscience ouvrière qu'il faudrait reconstruire à partir de l'existant, via un parti marxiste, intervenant dans les syndicats, ainsi que dans des collectifs comme « Ross@ » (un collectif anticapitaliste), le collectif « No TAV » (mouvement contre le train à grande vitesse, projet que l'on pourrait comparer à Notre Dame des Landes).

— *Solidarieta Internazionalista* parle plus volontiers de « fin » du mouvement ouvrier tel qu'il a existé au XXe siècle, avec les références qui ont marqué son histoire : l'histoire des partis ouvriers, le clivage réforme/révolution, l'URSS, les quatre internationales... Considérant que la conscience de classe est retombée à un niveau très bas, que les syndicats existants n'exercent plus d'influence sur les travailleurs/ses, il s'agirait de « faire table rase » du passé, de « repartir de zéro ». Ce serait selon eux un retour à la situation des débuts du mouvement ouvrier, et à ce titre leur modèle est celui de l'Association Internationale des Travailleurs, la Première Internationale où cohabitaient marxistes, anarchistes et d'autres

socialistes. Cela les amène à rejeter y compris la forme parti, et à s'organiser dans un réseau, autour d'un média sur internet, peut-être d'une publication papier. Leur but étant de lier les différentes formes de résistances « anti-capitalistes », d'investir ou créer des espaces « hors-système » autogérés, de nouvelles formes de solidarité... L'exemple des mouvements de type « Indigné-e-s » ou « Occupy », ainsi que le mouvement autonome ont certainement eu une influence dans ce choix. Le tout en espérant voir émerger de ces expériences de nouvelles formes de représentation d'une classe ouvrière qui se reconstitue, jusqu'à ce qu'il soit possible de recréer une Internationale « anticapitaliste » sans lien avec les Internationales passées.



La nécessité d'un parti révolutionnaire

Pourtant, la lutte des classes et ses effets se font toujours plus sentir. Les régressions sociales en série ne se font pas sans manifestations de colère des travailleurs/ses. Et malgré son affaiblissement historique, la bureaucratie syndicale continue de jouer un rôle majeur dans la période actuelle : celui de résigner les exploité-e-s à leur sort.

2. Voir à ce sujet l'article d'Antoni Mivani dans *Le CRI des travailleurs* n° 26, avril 2007, <http://groupecri.free.fr/article.php?id=361>

Elles tiennent ouvertement un discours d'union nationale : « c'est la crise », « tout le monde doit faire des efforts » « On est tous dans le même bateau ; il ne faut pas faire de tort aux patrons qui font comme ils peuvent ».

Elles n'y réussissent pourtant pas totalement. Un fort mouvement de grèves et manifestations a eu lieu en octobre contre les différentes mesures d'austérités (blocage des salaires, suppression de postes de fonctionnaires...). 50 000 personnes ont défilé dans les rues de Rome et la grève a beaucoup touché certains secteurs (éducation, santé, mais aussi transports à Turin ou à Bologne). Ce mouvement a été à l'initiative des COBAS (« syndicats de base »), soutenu par le « Réseau 28 avril » (oppositionnels de gauche dans la CGIL), l'extrême gauche et Rifondazione. Son écho a été assez important pour que les trois confédérations traditionnelles se sentent obligées d'appeler quelques jours plus tard à une grève... mais de 3 ou 4 heures seulement.

Les COBAS sont un ensemble de petits syndicats qui ont souvent été fondés à l'occasion de luttes dures et emblématiques, notamment par des militant-e-s révolutionnaires déçu-e-s du PCI. Ces syndicats ont donc le mérite d'être anti-bureaucratiques et résolument radicaux. Mais selon nous, ils ont deux écueils : leur éparpillement et leur délimitation « syndicaliste révolutionnaire », qui nuisent à la lutte unitaire de la classe et pourraient faire obstacle au combat pour un parti révolutionnaire se battant pour le pouvoir des travailleurs/ses.

On le voit, aussi dure que soit la situation, il y a des forces militant-e-s et des points d'appui pour donner un second souffle à la lutte de classe. Entre des confédérations collaboratrices quand elles ne sont

pas passives et des syndicats révolutionnaires minoritaires, il est possible d'aller, avec ces syndicats radicaux et avec les militant-e-s radicaux/ales du syndicalisme traditionnel, vers un mouvement d'ensemble opposé au gouvernement et aux régressions sociales en construisant un vrai plan de mobilisation. De ce point de vue, les camarades de Sinistra Anticapitalista ont raison de s'investir dans la lutte pour un syndicalisme combatif et anti-bureaucratique (en particulier dans le « Réseau 28 avril ») et d'insister sur le renforcement de ses sections locales affaiblies et la construction du parti.



A l'inverse, il nous semble que les camarades de Solidarieta Internazionale vont vers une impasse. S'il est très important pour les révolutionnaires de dialoguer avec les militant-e-s qui expriment leur révolte dans différentes formes de luttes, il est de leur responsabilité de proposer une stratégie, issue des expériences accumulées. Sans un militantisme coordonné autour d'objectifs clés comme faire sauter le verrou des bureaucrates, aucune recherche « d'alternatives » ne pourra déboucher sur des luttes subversives majoritaires.

Cela étant dit, il est primordial que les camarades de Sinistra Anticapitalista ne se contentent pas de vouloir maintenir intacte la maison. Le seul moyen d'aller réellement de l'avant est de tirer

un bilan critique de Sinistra Critica. Il faut en finir avec la politique du « moindre mal », qui a justifié toutes les dilutions. Il faut mener jusqu'au bout la critique impitoyable de sa politique de capitulation suicidaire pendant le gouvernement Prodi. Il faut en finir – et c'est valable également pour le NPA – avec l'illusion que l'on peut construire un parti de masse d'abord et que l'outil révolutionnaire viendra (comment ?) plus tard. C'est à chaque instant que le clivage réforme-révolution a des conséquences sur l'action immédiate.

La bureaucratisation des syndicats et leur collaboration avec le patronat est un phénomène structurel et général dans la société capitaliste, tout comme la pression électoraliste et la « modération » des partis contestataires. C'est qu'un « parti ouvrier », un parti défendant les intérêts des travailleur-se-s, est déjà en contradiction avec la société actuelle. Il ne peut y avoir d'avancée pour les travailleurs sans accroître les éléments de crise économique et politique. Un parti « flou » sera toujours poussé à résoudre cette contradiction en mettant de l'eau dans son vin. A l'inverse, seul un parti consciemment révolutionnaire peut assumer de se battre résolument dès aujourd'hui.

Le parti semble souhaiter une vraie formation marxiste de ses militant-e-s, ce qui est essentiel. Mais cela ne doit pas être une simple transmission d'un héritage et de références. L'enjeu central est que les débats sur la stratégie soient pris à bras-le-corps.

C'est aussi la question clé que posent les courants de la gauche du NPA, mais aussi du SUQI lui-même. Et, en Italie, il faut également que la discussion se mène avec les autres organisations issues du trotskysme, notamment le PCL

(Parti communiste des travailleurs, membre de la Coordination pour la Reconstruction de la IVe Internationale dont la principale organisation est le Parti ouvrier d'Argentine) et avec le Parti de l'Alternative communiste (la section italienne de la LIT, dont la principale organisation est le PSTU brésilien). Nous y reviendrons dans un prochain article...

Laury Krickhahn,
le 18 février 2014

Liens

- Sinistra critica : <http://sinistracritica.org/>
- Sinistra anticapitalista : <http://anticapitalista.org/>
- Solidarietà Internazionale : <http://solidarietainternazionalista.wordpress.com/>

Brochures de la Tendance CLAIRE du NPA

★ Brochures thématiques ★

- Textes pour la lutte féministe révolutionnaire
- Textes sur la jeunesse
- Textes sur l'art et la culture
- Les analyses stimulantes de Bernard Friot... et leurs limites
- Crise et lutte de classes en Grèce (2010-2012)

★ Cahiers d'histoire des révolutions ★

- Mai-juin 68 en France : grève générale mais situation révolutionnaire trahie
- La révolution espagnole (1936-1939)
- Les révolutions russes
- Révolution et contre-révolution en Allemagne (1918-1933)
- Le Front populaire... ou la trahison des dirigeants socialistes et communistes
- Les révolutions chinoises

★ Pour l'orientation ★

- Orientations pour la lutte de classe en France (2009-2011)
- Positions internationalistes et anti-impérialistes (2009-2011)
- La lutte pour un NPA révolutionnaire depuis le congrès fondateur
- Mélenchon : un sauveur pour les travailleurs ? (analyse critique du programme du FdG)
- Antilibéralisme, keynésianisme... une critique marxiste

Sommaire

Édito	(p. 1)
— Tou-te-s dans la rue le 18 mars et le 12 avril	(p. 1)
France	(p. 3)
— Le projet Peillon contre les statuts	(p. 3)
— Combattre la montée de l'extrême droite	(p. 7)
— Vœux de Hollande, vœux du MEDEF	(p. 9)
Lutte de classe	(p. 10)
— Mory-Ducros : l'horreur capitaliste continue !	(p. 10)
Notre-Dame-Des-Landes	(p. 12)
— Face à Nantes en colère, provocations gouvernementales	(p. 12)
— Ayrault, Vinci & co, dégage !	(p. 15)
NPA	(p. 16)
— « Week-end de révolte de gauche »	(p. 16)
— CPN 1-2 février : explication de vote des élu-e-s de la TC	(p. 17)
— CPN 1-2 février : Résolution proposée par A&R, TC et CCR	(p. 19)
International	(p. 23)
— Ukraine : pas d'issue sans mobilisation indépendante de la classe ouvrière !	(p. 23)
— Les renforts contre la Centrafrique : retrait des troupes !	(p. 28)
— Italie : « Crise » ou « fin » du mouvement ouvrier traditionnel ?	(p. 29)

Qui sommes nous ?

La Tendance CLAIRE du NPA (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire) a été fondée le 14 février 2009, au lendemain du congrès fondateur du NPA, par les militant-e-s venant de l'ex-Groupe CRI, certain-e-s de l'ex-LCR et d'autres sans parti auparavant. Sa base est constituée par le programme fondateur de la IVe Internationale, par les textes soumis aux AG électives et au congrès fondateur du NPA et par l'ensemble de ses élaborations publiées depuis.

La Tendance CLAIRE a initié avec d'autres camarades la plateforme 4 lors du congrès du NPA de février 2011 (3,7% des voix) et, avec le CCR, la plateforme Z lors du congrès de février 2013 (9% des voix).

Tout en contribuant résolument à instruire le NPA dans la classe ouvrière et la jeunesse, la TC fait des propositions alternatives d'orientation mise en œuvre par la direction majoritaire. Elle estime notamment que le refus de trancher entre projet d'un véritable parti révolutionnaire et projet d'une recomposition de la gauche de la gauche est origine de la crise du NPA et nécessite de surmonter les importantes limites et ambiguës des textes fondateurs. La TC poursuit son combat pour une grande Tendance révolutionnaire, pour un NPA révolutionnaire démocratique et ouvert qui donne la priorité à la lutte des classes et porte un programme de transition axé sur l'objectif du gouvernement des travailleurs et des travailleuses.

La Tendance CLAIRE du NPA édite le bulletin *Au CLAIR* de la lutte (N ISSN : 2101-6135). Le comité de rédaction est composé d'Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication. Des pages de tribune libre sont ouvertes aux lecteurs après accord du comité de rédaction.

- Site du NPA : <http://www.npa2009.org>
- Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>
- Courriel : tendanceclaire.npa@free.fr
- Téléphone : 06 64 91 49 63